Vol. 4 No. 28 • Du 26 janvier au 1er février 2011

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com




En quoi Aristide représenterait-t-il une menace pour Haïti, les Etats-Unis ou un autre pays ?Aristide n'est ni un terroriste, ni un dealer de drogue, qu'est ce qui l'empêche de revenir en Haïti ?




Des organisations des droits de l'homme tant nationales qu'internationales exigent l'arrestation et le jugement de l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier pour crimes contre l'humanité commis sous son règne allant de 1971 à février 1986













# Le colonialisme et l'impérialisme, à visière levée

**Par Berthony Dupont**

On s'est alarmé, ces jours derniers de voir comment les ambassadeurs des puissances colonialistes et impérialistes se sont donnés rendez-vous dans les bureaux mêmes du Conseil électoral, au su de tous, pour intimer des ordres aux conseillers électoraux et leur dicter dans quelle direction devrait aller le processus électoral, comme si leur grossière ingérence était un fait normal. Serait-ce une nouvelle mode ou un quelconque signe des temps, le temps des imposteurs, que les agents diplomatiques de l'international n'agissent plus en coulisses comme à l'accoutumée, mais bien à visière levée ? Ces récentes initiatives et manœuvres diplomatiques osées de la Communauté Internationale viennent à point nommé nous apporter l'éclatante confirmation que la recolonisation d'Haïti est devenue la clef de voûte d'une politique de déstabilisation et de subversion impérialiste, ce qui aurait dû donner lieu à une levée de boucliers dans le pays.

Pourtant pas une voix courageuse ne s'est élevée pour dénoncer cet affront des forces occupantes à nos grotesques dirigeants, pour dire non à ces comportements de type colonial et néocolonial, comportement que ces forces continuent encore de montrer dans le pays. Selon Edmond Mulet, un projet de calendriers pour le second tour lui avait été remis par le CEP. Là, certains observateurs, au lieu de s'indigner, applaudissent ! Seraient ils donc à ce point aveuglés par la rhétorique hypocrite de la Communauté internationale qui sous le voile de l'aide confisque notre dignité, notre souveraineté et notre avenir ! En vérité, à nous soumettre ainsi à leurs pratiques interventionnistes, nous ne faisons que nous préparer inconsciemment à tolérer d'autres manifestations de leur volonté, et qui sait encore pourraient s'avérer plus brutales. Même, il serait trop tard pour les stopper.

Les forces occupantes dictent ce qu'elles veulent au pays. Et c'est dans ce contexte qu'elles ont concocté la présence de leur protégé Jean-Claude Duvalier dans le pays tout en refusant catégoriquement celle d'Aristide.

Ce qu'il y en a eu de soupçons, de démentis, de rumeurs, de demi-vérités à circuler dans le pays à propos de ce qui adviendra des élections ! Le président René Préval, arrêtera-t-il de tergiverser ? Finira-t-il pas par écarter son gendre de l'idée même de lui succéder, succession qui conduirait le pays à la débâcle et le peuple à la misère dans d'indicibles souffrances ! Jamais chef d'Etat n'a été aussi patelin, aussi platement courtisan que Préval. Il est quasiment certain que le bonhomme souffre de la même maladie dont souffrait François Duvalier, quand il avait imposé à la nation haïtienne son fils de 19 ans Baby Doc Duvalier sous prétexte de passer le flambeau à la jeunesse. Pensait-il qu'il ne restait plus de citoyens verticaux pour diriger cette nation qu'il avait finie presque par zombifier? Les similitudes entre ces deux encombrants chefs d'Etat ne manquent pas. Les deux se distinguent notamment par une obsession du pouvoir sans pareille de même que par une démagogie sans limite.

René Préval, lui, l'homme de toutes les compromissions, a eu fini, face au chantage de ses maîtres, par se défaire de Jude Célestin, juste pour ne pas perdre ses privilèges. De toute façon, toute autre prise de position de lui nous aurait surpris, car le moins que l'on puisse reconnaître à Préval, c'est sa fidélité sans faille à ses patrons.

Quant à ses pairs de l'INITE, il s'en fiche comme d'une guigne car il n'est certainement pas question pour lui de tout perdre. Au moins, ils pourront se contenter des sièges parlementaires, ce qu'il n'aura pas manqué de leur susurrer.

A ce stade, le peuple doit dire NON à ces résultats électoraux que veut nous imposer la communauté internationale. Ces élections ne sauraient résoudre aucun des problèmes du pays qui s'enfonce dans l'abîme du sous-développement. Nos dirigeants corrompus ont déjà assez bradé ses richesses et l'indépendance nationale à l'avantage de l'impérialisme international. Il n'y aura aucune stabilité dans le pays aussi longtemps que les troupes des Nations Unies l'occuperont. Ainsi donc, tant que des ambassadeurs s'ingéreront dans les affaires internes de notre pays, la paix à laquelle rêve le peuple haïtien ne sera qu'illusoire. On ne tardera pas à s'en apercevoir avec le second tour d'une fiction d'élection au profit d'éléments opportunistes et sans idéologie.

Faut-il qu'Haïti se laisse subjuguer, les bras croisés, par les troupes occupantes pour prouver par l'absurde son désir de paix ? Faut-il fermer les yeux sur les machinations duvaliéristes et jean-claudistes qui se développent actuellement dans le pays pour reprendre le pouvoir, soit à travers Mme Manigat soit à travers Michel Martelly? Bien sûr que non.

Une conclusion s'impose en fin de compte, on ne devrait se faire aucune illusion sur ce calendrier de la date des résultats et du deuxième tour que le CEP de Préval aurait tendu à M. Mulet pour continuer à tenir le pays au bord de tous les malheurs. Il nous faut lutter pour que la cause du pays ne soit pas liquidée sur l'autel des intérêts mesquins des puissances occidentales. Que les puissances qui nous occupent voient leurs intérêts vitaux réduits en cendres et qu'elles sachent que même sous ces cendres nous les combattrons encore !

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

# Déportation de 27 Haïtiens

**Par Yves Pierre-Louis**

Le jeudi 20 Janvier dernier, alors que l'affaire du débarquement étonnant de l'ex-dictateur haïtien, Jean Claude Duvalier à l'aéroport international Toussaint Louverture défrayait la chronique, l'administration d'Obama déportait 27 individus en Haïti. Parmi eux 26 anciens délinquants condamnés pour divers actes criminels et ayant purgé leurs peines aux Etats-Unis. Le 27e, Lyglenson Lemorin âgé de 35 ans est , selon son avocat Charles H. Kuck, un innocent. Il avait été acquitté depuis 2007 pour avoir été accusé de complot pour détruire la Sears Tower à Chicago. *« La déportation de Lyglenson Lemorin est une injustice inhérente à notre système d'immigration. Expulser un innocent ne doit jamais être toléré »* a déclaré son avocat.



Lyglenson Lemorin

Malgré la requête d'urgence déposée début janvier par plusieurs organisations des droits de l'homme pour tenter d'empêcher la reprise des déportations vers Haïti des criminels formés et condamnés aux Etats-Unis, les autorités étasuniennes ont recommencé quand même avec le processus. La plupart des déportés, une fois arrivés en Haïti n'ont aucun proche pour les accueillir. Ils n'ont ni parents ni amis parce qu'ils ont quitté le pays depuis des années. Le plus souvent ces déportés rejoignent les gangs armés dans les zones métropolitaines de Port-au-Prince pour semer la pagaille et augmenter ainsi les flambées d'insécurité et le banditisme dans le pays.

Les Etats-Unis envisagent d'expulser environ 700 Haïtiens au cours de l'année 2011. Barbara Gonzalez, porte-parole de *l'Immigration and Customs Enforcement* (ICE) a justifié les expulsions en affirmant que tous ceux qui sont renvoyés sont des « étrangers criminels » condamnés par les tribunaux des Etats-Unis pour diverses violations de la loi. Tous ont déjà purgé leurs peines dans les prisons américaines.

Les Etats-Unis qui se disent être les « amis d'Haïti » n'ont pas entendu la douleur du peuple haïtien avec tout son lot de gens atteints de choléra, de la catastrophe de 12 janvier, de la montée grandissante de l'insécurité et de la crise politique. Ils continuent d'augmenter le fardeau du peuple en déportant des individus qui sont prêts à tout faire. Ces individus sans foi ni loi représentent une menace pour la stabilité du pays.

# Assassinat d'un agent BLTS




Véhicule à bord duquel se trouvait le policier tué. (Photo:Watson Joseph/AH/24 janvier 2011)

Michel Wilfonde, un policier, agent III affecté au Bureau de Lutte contre le Trafic des Stupéfiants (BLTS), une entité de la Police Nationale d'Haiti a été assassiné le lundi 24 Janvier 2011, par des bandits armés, circulant à bord de motocyclette, à l'angle des rues des Casernes et de l'Enterrement, à quelques mètre des ruines du Palais national et de la base du Corps d'Intervention et de Maintien d'Ordre (CIMO), au cœur de la capitale. Des témoins affirment que les assassins s'étaient postés en cet endroit attendant l'arrivée de leur cible.

Au moment de la descente de sa véhicule de marque Tracker, immatriculé : AA-61770, les bandits ont ouvert le feu à bout portant sur la victime, la laissant pour morte. Le policier a été d'urgence transporté à l'hôpital par une patrouille de la police qui était arrivée sur place. Avant même qu'il soit admis à l'hôpital, il était mort.

Au cours du mois de Janvier 2011, plusieurs policiers étaient la cible des bandits armés dans les zones métropolitaines de Port-au-Prince. Avec l'arrivée des déportés des Etats-Unis l'insécurité et le banditisme vont probablement augmenter à la capitale.



# Un garçonnet de 3 ans et 2 autres adultes haïtiens morts calcinés en Rep. Dominicaine

**Par Jackson Rateau**

Le lundi 24 janvier 2011 dernier, dans la ville de Barahona en République Dominicaine, un garçonnet de 3 ans est mort calciné dans un brasier qui a consumé la maison de sa famille. En effet, un groupe de bandits dominicains qui tentaient d'assassiner les parents de l'enfant, a incendié leur maison où il était enfermé. Selon une enquête de la police dominicaine, devant faire lumière sur le crime, quatre assassins dominicains sont identifiés comme étant les acteurs qui ont perpétré cet acte criminel. Il s'agit bien de Aquino Rivas, dominicain et de 3 autres dominicains d'origine haïtienne dont Melvin Marceau Eliza, Johny Pierre et un autre dont on n'a pas révélé le nom.

Les criminels qui se sont disputé avec le père de l'enfant dans le but de l'assassiner ont mis le feu à la maison de la famille. Ils ont attaqué une ferme gardée par un dominicain, Victor Martos, 42 ans, lui volant un fusil de chasse et l'ont battu mortellement. Ils ont aussi incendié 4 maisonnettes haïtiennes avec à l'intérieur 2 citoyens haïtiens, également calcinés.

# Manifestation des élèves du Lycée Dominique Savio de Jean Rabel

Pendant 3 jours ouvrables, jeudi 20, vendredi 21, lundi 24 janvier 2011, dans la commune de Jean Rabel, Nord ouest, les élèves du Lycée Dominique Savio, portant pancartes et feuilles d'arbre, ont investi les rues de la ville pour protester contre les autorités du Ministère de l'Education Nationale qui n'ont jamais rien décidé en ce qui concerne la nomination des professeurs dans ce dit Lycée. Les élèves qui réclament la présence des professeurs dans leurs salles de classe pour dispenser des cours ont rappelé leur présence constante à l'école depuis le mois décembre, jusqu'à date, toujours sans la présence d'aucun enseignant.

Les manifestations, infiltrées peut être, ayant pris une tournure de violence, beaucoup d'institutions privées et publiques ont été l'objet de lourds jets de pierres.

De manière à forcer les autorités de l'éducation à nommer les enseignants pour leur école, les élèves du Lycée Dominique Savio de Jean Rabel continuent à manifester, ont-ils soutenu.

# Insécurité à Saut d'Eau

A Saut d'Eau, une ville du bas Plateau Central, à 22 Km à l'ouest de Mirebalais, la sécurité de la population de cette cité, estimée à 42 mille habitants, est très fragile et précaire. Selon le reportage d'un correspondant d'une station de radio de la capitale haïtienne dans la région, Smith Norgay, dès 8 heures du soir, des bandits armés qui ont encerclé la ville, tirant à tout bout de champ, y ont établi un climat de terreur, ce qu'on pourrait appeler un « couvre feu informel ». Même au grand jour, les habitants sont en difficulté pour vaquer à leurs occupations. Un sous-commissariat de police, ayant seulement 4 policiers, dépourvu de tous moyens, est systématiquement impuissant à contrecarrer les bandits.

Un vibrant appel est lancé aux autorités concernées pour intervenir immédiatement à Saut d'Eau.

# A quand le retour d'Aristide ?

Par Yves Pierre-Louis

Jean Bertrand Aristide, l'ex-président de la République d'Haïti et leader charismatique du peuple haïtien, renversé du pouvoir par un coup d'Etat/kidnapping le 29 Février 2004, a manifesté une fois de plus sa volonté de retourner au pays le plutôt possible. Dans une lettre datée du 19 janvier 2011, il a adressé ses remerciements et sa sincère gratitude au gouvernement et au peuple sud africains.

*« En ce qui me concerne, je suis prêt. Une fois de plus, je tiens à exprimer ma volonté de partir aujourd'hui, demain, à tout moment. Le but est clair : contribuer à servir mes sœurs et frères haïtiens comme un simple citoyen dans le domaine de l'éducation.*

*Le retour est indispensable, aussi, pour des raisons médicales. Il est fortement recommandé que je ne passe pas l'hiver prochain en Afrique du Sud parce qu'en 6 ans, j'ai subi six interventions chirurgicales des yeux. Les chirurgiens sont excellents et très bien qualifiés, mais la douleur insupportable expérimentée pendant l'hiver doit être évitée, afin de réduire tout risque de complication et de cécité. »*, a écrit Jean Bertrand Aristide.

Faisant suite à la requête du docteur Jean Bertrand Aristide, des fonctionnaires du ministère des Relations internationales Sud africain ont déjà eu plusieurs rencontres avec l'intéressé pour discuter de son avenir dans le pays d'accueil, selon le journal en ligne Times de Pretoria.

D'autres part, les fonctionnaires de ce ministère doivent poursuivre les rencontres avec leurs homologues Etasuniens pour les convaincre du fait que l'ancien président d'Haïti ne représente pas une « menace ». *« Il ne va pas se présenter aux prochaines élections, car il n'est plus intéressé à la politique. Il veut jouer un rôle dans la reconstruction d'Haïti après les inondations et les tremblements de terre dans son pays »*, a déclaré un responsable du ministère des Affaires étrangères à Pretoria.

De plus, des négociations de haut niveau seraient actuellement en cours entre Cuba et les Etats-Unis afin de faciliter le retour d'Aristide dans sa terre natale. Le gouvernement d'Afrique du Sud serait également en négociation avec celui d'Haïti par l'intermédiaire de Cuba pour aboutir au retour de Jean-Bertrand Aristide. Mais le hic de cette affaire reste et demeure les soi-disant préoccupations de Washington. Pour les Etats-Unis, la présence d'Aristide pourrait déstabiliser le pays.

D'aucuns se demandent en quoi Aristide représenterait-t-il une menace pour Haïti, les Etats-Unis ou un autre pays ? Aristide n'est ni un terroriste, ni un dealer, il ne fabrique pas d'armes nucléaires. Il est tout simplement un citoyen qui veut participer dans la gestion des affaires de son pays, participer au développement de son pays, à l'instauration d'un nouveau régime politique afin de faciliter l'établissement de la démocratie et un Etat de droit en Haïti.

Qu'est ce qui empêche Aristide de revenir en Haïti ? Est-ce vraiment une simple question de renouvellement de passeport diplomatique ? En tout cas, la question du renouvellement du document de voyage du docteur Jean Bertrand Aristide forcé de vivre en exil en Afrique du Sud est revenue dans l'actualité. Le directeur de l'Institut Américain pour la Justice et la Démocratie en Haïti, Me Brian Concannon, également l'un des avocats d'Aristide, a confirmé que l'administration de René Préval a refusé de renouveler le passeport diplomatique de son prédécesseur. Constatant ce refus catégorique, l'ancien président Aristide a adressé une correspondance au gouvernement d'Afrique du Sud pour lui exprimer sa volonté manifeste de revenir rapidement en Haïti.




**Des banderoles affichant l'emblème « Tab la ak Lavalas » ont flotté dans plusieurs coins du pays. Elles exhibaient le slogan : « Pwoblèm nan se eksklizyon, solisyon an se enklizyon »**

Les autorités haïtiennes, de leur côté, ont fait savoir qu'elles n'ont encore obtenu aucune demande de renouvellement de passeport, venant de Jean Bertrand Aristide. Le ministre de l'Intérieur, Paul Antoine Bien Aimé, titulaire du Service d'immigration a indiqué que toute demande de renouvellement de passeport diplomatique doit être exécutée. Dans une note de presse datée du 18 Janvier 2011, le ministère des Affaires étrangères a fait savoir que toutes demandes de passeport diplomatique pour les officiels haïtiens vivant à l'étranger sont reçues dans les Missions diplomatiques ou consulaires les plus proches de leur lieu de résidence, avant d'être transmises à la chancellerie pour les suites légales.

Un fait est certain, il n'y a pas de mission diplomatique et consulaire haïtienne en Afrique du Sud pour recevoir la demande de renouvellement de passeport formulée par Aristide. De plus, le président Aristide avec son statut d'exilé n'a pas toute la latitude de se déplacer en dehors du pays pour régler cette affaire de passeport auquel il a droit en tant qu'Haïtien, mais également en tant qu'être humain. Le refus systématique de livrer à Aristide un passeport est une violation des droits de l'homme, bannie par la déclaration universelle des droits de l'homme et la Constitution haïtienne de 1987.

Selon l'article 9 de la déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 Décembre 1948 : *« Nul ne peut-être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. »* Et l'article 41 de la constitution de 1987 stipule : *« Aucun individu de nationalité haïtienne ne peut-être déporté ou forcé de laisser de territoire national pour quelque motif que ce soit. Nul ne peut-être privé pour des motifs politiques de sa capacité juridique et de sa nationalité. »* Le refus de renouveler le passeport d'un citoyen haïtien à part entière, c'est vouloir le priver sa nationalité.

De toute façon, les membres, partisans et sympathisants du parti populaire de Jean Bertrand Aristide continuent de se mobiliser pour exiger le retour de leur leader et sa participation aux affaires politique du pays. Dans cette perspective, des banderoles affichant l'emblème « *Tab la ak Lavalas* » ont flotté dans plusieurs coins sous le ciel d'Haïti. Elles montraient aussi ce slogan : « *Pwoblèm nan se eksklizyon, solisyon an se enklizyon* ». Le mercredi 20 janvier dernier, un rassemblement de militants Lavalas s'est tenu à la Fondation Aristide pour la Démocratie à Tabarre dans le but de réclamer le retour du représentant national de l'organisation politique Fanmi Lavalas, Jean Bertrand Aristide. Des centaines de militants ont participé à cette rencontre stimulante. D'autres activités ont été prévues dans le cadre d'une vaste mobilisation pour forcer le gouvernement Préval/Bellerive à livrer le passeport à Jean Bertrand Aristide pour qu'il puisse revenir au pays.



**Le directeur de l'Institut Américain pour la Justice et la Démocratie en Haïti, Me Brian Concannon, également l'un des avocats d'Aristide, a confirmé que l'administration de René Préval a refusé de renouveler le passeport diplomatique d'Aristide**

D'aucuns pensent que le problème du retour d'Aristide est plus profond qu'une simple histoire de passeport. Le maintien en exil du président Aristide démocratiquement élu par le peuple haïtien à la fin de l'année 2000 fait partie d'un vaste complot pour exclure le peuple haïtien de la gestion des affaires de l'Etat. Et ce complot a été préparé dans les laboratoires des grandes puissances colonialistes et impérialistes, de la France, des Etats-Unis, du Canada et exécuté par les sous-impérialistes et leurs laquais locaux tels : le Brésil, l'OEA, le CARICOM, René Préval et consort. Aujourd'hui, ces grandes puissances commencent à sévir contre les laquais locaux en leur enlevant leurs visas américains.

Au cours de son bref voyage en République Dominicaine, le samedi 22 Janvier 2011, le président René Préval qui prépare son départ à la tête du pays, a affirmé dans une courte et surprenante déclaration, concernant le retour de l'ancien président Aristide *: « Cela ne dépend pas de ma décision. »* Certains disent que si le retour de Jean Bertrand Aristide ne relève pas de la compétence du président René Préval, alors qui est là pour faire respecter la Constitution et les lois de la République et qui doit prendre cette décision ?

René Préval doit indiquer clairement qu'il n'est plus président d'Haïti. Qui devrait prendre la décision pour faciliter le retour d'Aristide dans son pays ? Qui est le vrai responsable des services d'immigration et de la diplomatie haïtienne ?

Pour terminer on ne manquera pas de rappeler, dans le cadre du vaste complot plus haut mentionné, le maintien des forces d'occupation onusiennes dont la présence est responsable de l'épidémie de choléra qui fait tâche d'huile dans le pays sans oublier la répression exercée contre toute forme de protestation populaire. De toute façon le peuple haïtien attend le retour physique de son vrai leader qui n'est autre que Jean Bertrand Aristide.

# Jean Claude Duvalier inculpé par la justice haïtienne



**L'ex-dictateur Jean Claude Duvalier doit être poursuivi jusqu'à ce que justice soit rendue**

Par Yves Pierre-Louis

Suite à son interrogatoire par le juge d'instruction chargé d'instruire l'affaire, Carvès Jean, l'exdictateur, Jean Claude Duvalier a été inculpé pour corruption, concussion, détournement de fonds publics, association de malfaiteurs. Du même coup, il a été interdit de quitter le pays, l'acte d'interdiction lui ayant été signifié le mardi 18 Janvier par le juge instructeur. L'affaire Jean Claude Duvalier devenue maintenant une affaire d'Etat, que la justice fasse son travail.



**Rodolfo Mattarolto**

Mais entre-temps, des citoyens haïtiens, victimes de la tyrannie des Duvalier ont commencé à porter plainte au Parquet du tribunal de première instance de Port-au-Prince. Au total six (6) plaintes ont été déjà formellement déposées contre Jean Claude Duvalier pour crimes contre l'humanité. Le ministre de la Justice, Paul Denis, a fait savoir qu'un réquisitoire supplétif a été adressé au Cabinet d'instruction pour être ajouté à la charge de crimes contre l'humanité retenue contre Jean Claude Duvalier; et le ministre a précisé que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles. Les crimes contre l'humanité sont du même ressort que les crimes de guerre, selon la convention sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, tenue en 1968.

C'est dans cette optique que le 28 Octobre 1998 l'ancien dictateur du Chili, Auguste Pinochet a été poursuivi par un juge espagnol pour tortures et assassinats ce qui constitue des crimes contre l'humanité. Le 27 Mai 1999, le tribunal Pénal international inculpa l'ancien chef d'Etat de Yougoslavie, Slobodan Milosevic pour crimes contre l'humanité. Actuellement en Côte d'Ivoire, l'organisation des Nations Unies, (ONU) évoque des crimes contre l'humanité. *« Certaines des disparitions, détentions arbitraires, et certains meurtres qui se poursuivent en Côte d'Ivoire peuvent être assimilés à des crimes contre l'humanité. »* ont estimé les experts de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, basée à Genève.

La Cour Pénale Internationale (CPI) dont le procureur adjoint, Fatou Ben Souda, achevait en février 2010 une mission de trois jours en Guinée, a estimé que : *« Des crimes de l'ordre des crimes contre l'humanité avaient été commis le 28 septembre 2009 par les forces de l'ordre à Conakry. Les principaux responsables de ces crimes doivent être jugés soit par les autorités guinéennes, soit par la Cour Pénale internationale. Il n'y a pas d'autres options »*.

Les crimes contre l'humanité consistent en la violation délibérée et ignominieuse des droits fondamentaux d'un individu ou d'un groupe d'individus, violation inspirée par des motifs politiques, philosophiques, idéologiques On peut citer quelques exemples : torture, meurtre, viol, , disparition forcée de personnes, organisation et exécution d'un plan concerté à l'encontre d'un groupe idéologique au nom duquel ces crimes sont perpétrés, pratiques massives et systématiques d'exécutions sommaires, enlèvement de personnes suivi de leur disparition et tous autres actes inhumains inspirés par des motifs politiques.

Des organisations des droits de l'homme tant nationales qu'internationales exigent l'arrestation et le jugement de l'exdictateur Jean Claude Duvalier pour crimes contre l'humanité commis sous son règne allant de 1971 à février 1986. Javier Zuniga de Human Rights Watch a déclaré : « *Les violations importantes et systématiques des droits de l'homme commises en Haïti pendant l'ère des Duvalier équivalent à des crimes contre l'humanité. Haïti est dans l'obligation de le poursuivre en justice, de même que tous ceux qui sont responsables de tels crimes*». Amnesty International abonde dans le même sens.

Le président du Conseil d'Administration du groupe d'Appui aux rapatriés et aux réfugiés (GARR) a indiqué que l'organisation des droits humains qu'il dirige réclame justice et réparation pour toutes les victimes, notamment les braceros haïtiens en République Dominicaine. *« Le GARR tient à souligner, à l'attention de tous et toutes que l'hémorragie de ressources humaines dont souffre le pays aujourd'hui et qui nuit considérablement* [au pays est due aux] *Duvalier qui ont tué beaucoup de*

*Suite à la page (18)*

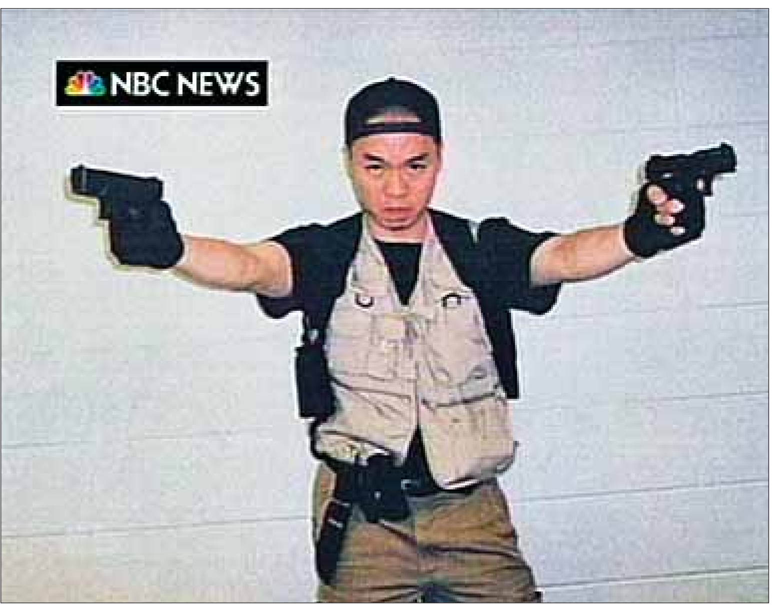
# Flingueurs, flingues, dingues et deuil aux Etats-Unis
## (Les armes à feu avant tout)

**Par Fanfan La Tulipe**

Cette semaine, j'ai eu le grand goût de changer d'air, de m'éloigner de la canaille et de la racaille politichiennes en Haïti obsédées par la chaise bourrée. J'ai voulu aussi m'éloigner de ces soi-disant «débats» avec comme thème central soit l'annulation des élections purement et simplement suivie de nouvelles **zé**lections, soit un recomptage qui tienne compte du «choix populaire» (sic) alors que le dépouillement des urnes a été une aussi bouffonne et grotesque mascarade que l'organisation des **zé**lections elles-mêmes. Surtout, je voudrais me tenir à bonne distance de cette pagaille médiatique de mauvais goût entourant la venue du *bonbonfle* Jean-Claude Duvalier. Je voudrais de préférence faire un petit coup de pied aux Etats-Unis et en profiter pour flanquer un gros coup de pied au cul des partisans du port d'armes, à commencer par la National Rifle Association, ce puissant lobby qui mène le gouvernement, les armuriers, les parlementaires, les lobbyistes et les contrebandiers par le bout du nez si ce n'est par l'odeur capiteuse du sale billet vert.

On se rappelle bien que le samedi 8 janvier écoulé, la représentante démocrate Gabrielle Giffords, de l'Arizona, a été atteinte d'une balle à la tête, tirée par Jared Loughner, un homme âgé de 22 ans qui a ouvert le feu lors d'une réunion politique à l'extérieur d'une épicerie de Tucson, tuant six personnes et blessant une douzaine d'autres. Le drame a fortement secoué l'Amérique et ses citoyens, qui se demandent encore si des divergences politiques avaient poussé le suspect à commettre l'irréparable.

Le président Barack Obama a publié un communiqué dans lequel il a parlé d'une «*tragédie indescriptible*». Il a répété ses mots plus tard lors d'une conférence de presse, affirmant qu'il s'agissait d'une «*tragédie pour les familles des victimes, pour l'Arizona et tous les États-Unis*». Le nouveau président de la Chambre des représentants, le républicain John Boehner,




**Seung-Hui Cho: photo qu'il a lui-même envoyée à la chaîne ABC le jour du massacre**

s'est dit horrifié par «*l'attaque insensée contre la représentante Gabrielle Giffords et des membres de son équipe*». Mais ni l'un ni l'autre n'a fait allusion à la nécessité de mettre un peu d'ordre dans ce bordel qu'est le port d'armes, particulièrement dans ce foutu Etat d'Arizona qui n'exige pas de permis pour avoir sur soi une arme non visible (*concealed*). Les résidants de l'Arizona peuvent avoir une arme sur eux en tout temps, même lorsqu'ils sont dans des édifices gouvernementaux. Clarence Dupnik, shérif du comté de Pina, a au moins eu le courage de déplorer le «*discours haineux qui se répand dans le pays*», et affirmé que l'État de l'Arizona était devenu la «*capitale du sectarisme et du préjudice*».

Âgée de 40 ans, Gabrielle Giffords a été réélue pour un troisième mandat en novembre dernier. Elle était membre de l'Assemblée législative de l'Arizona et du Sénat de cet État avant de se rendre à Washington. Mme Giffords a été élue au Congrès dans la foulée d'une série de victoires démocrates lors des élections de mi-mandat de 2006. La politicienne a remporté une bataille serrée contre un candidat favori du Tea Party lors du scrutin de 2010. Cette fusillade survient dans un climat politique chargé, au sein duquel plusieurs politiciens ont reçu des menaces, mais rien n'ayant atteint le stade actuel de la violence.

La fusillade en Arizona a provoqué la consternation partout aux États-Unis et particulièrement auprès de la classe politique. Parmi les victimes, on relevait six morts, dont un juge réputé et une fillette de 9 ans, ainsi que 14 blessés. Depuis, analystes et politiciens tentent d'expliquer cet acte commis par un jeune homme solitaire de 22 ans décrit par le shériff Dupnik comme un «*individu dérangé mentalement*». Les discussions portent sur le contrôle des armes à feu, la sécurité des élus et l'extrême partisannerie associée au débat politique.



**Eric Harris et Dylan Klebold**

Comme l'a fait remarquer John Parisella délégué général du Québec à New York : «*C'est la même chose chaque fois que survient un tel drame aux États-Unis, mais rien ne change. Malgré les tueries récentes sur les campus universitaires, les deux grands partis politiques s'accommodent du deuxième amendement de la Constitution qui permet le port d'armes à feu. Les plus récents jugements de la Cour suprême ont même diminué l'enthousiasme de ceux qui luttent pour un accès plus difficile aux armes. Il serait donc étonnant que la tragédie en Arizona amène les élus à agir dans ce sens*».

Parisella a sans nul doute raison. En effet, en septembre 2007, la police avait arrêté Jared Loughner pour possession d'accessoires associés à la consommation de drogue, infraction pour laquelle il n'a pas été inculpé. En décembre 2008, l'armée avait refusé de l'admettre dans ses rangs après qu'il eut échoué à un test antidrogue. En septembre 2010, le Pima Community College l'avait suspendu et avait exigé une évaluation psychiatrique prouvant qu'il n'était pas un danger pour autrui.

Malgré ce bagage peu rassurant, Jared Lee Loughner, responsable de la fusillade de Tucson, n'a eu aucun mal à acheter, en novembre dernier, une arme de poing semi-automatique (un Glock 19), dans un magasin de cette ville de l'Arizona. Ses démêlés judiciaires et ses problèmes mentaux n'ont en effet pas fait surface lors du contrôle des antécédents psychiatriques et judiciaires que réalise le FBI à l'achat de toute arme à feu neuve. Loughner a pu en outre se procurer un chargeur de 33 coups qui lui a permis de tirer 31 balles avant d'être maîtrisé à l'extérieur du supermarché de Tucson où il a commis son forfait.

Nous doutons fort que suite à la fusillade à Tucson les parlementaires tant à Washington qu'en Arizona soient prêts à durcir les lois relatives aux armes à feu. D'autant que, d'un côté le public n'est pas bien enthousiaste sur la question de resserrer les lois sur l'achat d'armes à feu. En fait, de 1990 à 2010, la proportion d'Américains favorables à des lois plus sévères concernant les armes à feu est passée de 78% à 44%, selon un sondage Gallup. Et d'un autre côté, même les partisans les plus fervents d'un contrôle accru des armes ne se montrent pas particulièrement optimistes sur cette question. Justement, c'est Jim Kessler, ex-dirigeant de l'organisation Americans for *Gun Safety* qui déclarait : «*Chaque tuerie suscite son propre débat. Et le débat qui découle de la tuerie de Tucson ne porte pas sur le contrôle des armes à feu mais sur la rhétorique politique*». Qui dit mieux ?

Il n'a peut-être pas tout à fait tort d'autant que maintenir le cap sur la rhétorique politique sert l'intérêt de politiciens, démocrates ou républicains, qui pratiquent le *rat konnen, chat konnen*… J'en veux pour preuve l'attitude *vag* de Joe Binden au lendemain de la fusillade qui a eu lieu à Binghamton dans l'Etat de New York en avril 2009 lorsqu'un dérangé mental avait abattu de sang froid 13 personnes dans une salle de classe d'un centre communautaire. Lors d'une rencontre avec des activistes des droits civils à New York, le vice-président Joe Biden n'avait pas trouvé mieux à déclarer que de



**Pistolet semi-automatique Intratec TEC-DC9**

dire :« *Nous devons arriver à trouver un moyen pour faire face à cette terrible, terrible violence*». Assurément génial.

Lors de la fusillade du 14 février 2008 qui fit 6 morts à Northern Illinois University, les principaux candidats à la Maison Blanche, John McCain du côté des républicains, Hillary Clinton et Barack Obama pour les démocrates n'ont réagi que mollement à ce carnage: «*Il faut tout faire pour stopper cette violence dans nos rues et nos écoles*», a eu à déclarer Obama. Les deux démocrates soutiennent le second amendement de la Constitution qui garantit aux Américains le port d'armes estimant qu'il est impossible d'être élu sans l'approuver (L'Express.fr. le 06/11/2009). Les candidats ont bien besoin du fric de la National Rifle Association pour payer leur publicité et se faire graisser la patte par des lobbyistes qui leur disent quoi voter ou ne pas voter en matière de législation sur les armes à feu.

Rappelons avant de terminer quelques fusillades de masse qui ont choqué l'Amérique qui croit en Dieu, au dollar et aux armes à feu :

En avril 1999 a eu lieu le massacre à Columbine High School de Littleton (Colorado), au cours duquel, en l'espace de quarante-neuf minutes, deux lycéens Eric Harris et Dylan Klebold ont abattu, parfois à bout portant, un professeur et 12 élèves de leur collège, blessant grièvement 24 autres personnes, avant de se donner la mort. Ils étaient lourdement armés : un pistolet

*Suite à la page (16)*

# Mobilizasyon pou egzije retou fizik Jean Bertrand Aristide

Aprè ansyen prezidan Aristide te fin voye yon lèt bay gouvènman ak pèp Afrikdisid la, pou l te remèsye yo pou bon jan akèy yo te ba li pandan tout tan li te pase nan peyi sa a, pou l te di gouvènman ayisyen an akòz maladi li genyen nan je l, li pa ka rete an egzil ankò, kote ivè a pral rive, ki pral vini konplike maladi li a, ki ka lakòz li pèdi je l. Se nan sans sa a, prèske tout sektè nan mouvman Lavalas la deja kòmanse tanmen yon seri mobilizasyon pou voye yon mesaj klè bay : 1-Prezidan Etazini an Barack Obama ak administrasyon li an k ap fè yon bann vye deklarasyon tèt anba, kote y ap di Aristide ta reprezante yon menas pou Etazini e yo ta pè pou l vini destabilize peyi Dayiti.

2- Prezidan Rene Preval ki deklare nan peyi Dominikani, retou Aristide la pa depann sou li. Lè n gade 2 bagay sa yo nou wè pawòl sa yo pa kanpe sou anyen, yo pa genyen okenn verite, donk se manti, se pawòl tafya. Prezidan Aristide se yon sitwayen ki renmen peyi l, ki renmen pèp li, ki vle wè sitiyasyon popilasyon an chanje, k ap travay pou bonjan devlopman peyi l, ki vle wè demokrasi ak lajistis donnen, ki vle fè dwa moun respekte, kaba ak enpinite a. Li pa yon dilè dwòg, li pa yon teworis, li pa konn fè okenn zam fannfwa, kòman l ta fè reprezante yon menas pou Lèzetazini. Li renmen peyi l, poukisa li ta destabilize l? Jounen jodi a tout moun konstate l ki moun e ki gwoup moun ki vle destabilize peyi a, nan fè vye eleksyon bouyivide, nan touye popilasyon an ak Kolera, nan fè dappiyanp sou pouvwa, nan vòl, vyòl, kòripsyon, touye moun, piye kès Leta. Se nou menm sèlman ki konstate l, reprezantan OEA a Ricardo Seitenfus ki jwenn revokasyon l poutèt li pale verite, te fè menm konsta a. Mezanmi bay peyi Dayiti yon chans, nou bay twop manti sou do l.

Rene Preval ou di retou Aristide la pa sou kont ou, nou vle eseye kwè l, men kilès ki anpeche w bay Aristide paspò l? Ki moun ki anpeche Aristide retounen nan peyi a? Kilès k ap dirije peyi a? Trayizon w lan ale twò lwen. Gade divalyeris yo monte sou pouvwa a aprè koudeta/ kidnapin 29 fevriye 2004 la, kou yo rive yo livre Jean Claude Duvalier paspò l, yo fasilite l debake nan peyi anba 2 grenn je w oubyen ou fè l antre nan peyi a. Jean Bertrand Aristide yo di ki te marasa avè w, ou pa fè anyen pou li, ou di bagay sa a pa regade w. Pitit tig se tig vre, ou di e fè menm bagay ak papa tig:" Nan zafè politik larekonesans se yon lachte". E pou Aristide "rekonesans se memwa di kè*":" Retou Aristide se yon obligasyon konstitisyonèl, se yon prensip pou òganizasyon an, manje a sou dife li prèske kwit. Prezidan Aristide poko genyen paspò diplomatik la, genyen anpil negosyasyon k ap fèt aletranje, n ap tann. Sa a se rezilta 6 lane batay e prezidan an te pale, li di li malad nan je l...>>*



**Maryse Narcisse ak manm Fanmi Lavalas yo nan yon reyinyon pou planifye kèk mobilizasyon pou mande Preval ak Okipan yo voye paspò a bay Aristide**




**Aristide Wi!
Pa gen koudeta ankò, prizon pou Jean-Claude Duvalier! Retounen Aristide!**

Se nan sans sa a komisyon pèmanan mobilizasyon Fanmi Lavalas te bay yon konferans pou laprès lendi 24 janvye a, pou l te lanse yon seri mobilizasyon, k ap koumanse mèkredi 26 janvye a ak yon sitin y ap fè devan anbasad Etazini an ki chita nan komin Taba. Pòtpawòl komisyon an Ansyto Felix te souliye: *"29 Fevriye 2004, panzouyis-kidnapè kanadyen, fransè, ameriken vòlè rèv pèp ayisyen an, lè yo te patisipe nan koudeta/kidnapin Prezidan Jean Bertrand Aristide. Jodi a nou sezi wè, yo vle ranplase nou, nan refleksyon nou, nan volonte nou, nan bezwen nou, nan lanmou nou, nan dwa nou, nan sa nou mande ki se: Retou san kondisyon, prese prese Jean Bertrand Aristide!*

*Pou yon ti minorite zwit ak konplisite kèk grenn mafya etranje, pwoblèm lan se te fò l ale. Jodi a li klè solisyon an se fò l tounen. E apa pèp ayisyen an ki depi koudeta kidnapin 29 Fevriye 2004 la ap mande retou Prezidan Jean Bertrand Aristide, nou jwenn menm GNBis yo jodi a gen menm pawòl sa sou bouch*

*Ale nan paj 18*

# Oganizasyon popilè yo kontinye egzije depa Ministah

Plizyè ògnizasyon popilè nan peyi Dayiti kontinye egzije depa fòs okipasyon Loni an, MINISTA k ap touye pèp ayisyen an ak Kolera kote yo pwazonnen sous dlo nou yo. Reprezantan okipan yo nan peyi a, Edmond Mulet, pa janm sispann foure bouch li byen fon nan zafè politik peyi a, menm lè se echèk sou echèk y ap fè an Ayiti. Fòs okipasyon Loni an ki nan peyi a depi plis pase 7 lane pap regle anyen pou pèp la ayisyen an, yo pa fè wout, yo pa konstwi lekòl, yo pap konstwi lopital, yo pa fè rebwazman, se sèlman represyon ak vyolasyon dwa moun y ap fè.

Se nan sans sa a, Mouvman pou Libète Egalite ak Fratènite tout Ayisyen yo nan peyi a, MOLEGHAF), ki te fikse pozisyon l sou sitiyasyon politik peyi a ap konnen jodi a ak yon kriz elektoral k ap ravaje peyi a, kouwè tranblemanntè 12 janvye 2010 la. Egzije depa Minustah ak Rene Preval nan tèt peyi a. Pòtpawòl MOLEGHAF la Oxygène David te deklare. :" Pèp ayisyen moman an rive pou nou prezante w yon mouvman radikal, yon mouvman revolisyonè ak antienperyalis. Mouvman de Liberté, d'Egalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF). Objektif MOLEGHAF se soude mas popilè a nan yon sèl kòd ideyolojik pou konbat vye sistèm reyaksyonè sa a e akonpaye pèp ayisyen an nan batay pou liberasyon l e pote yon chanjman nan sistèm sosyal la. MOLGHAF deside batay kont fòs enperyalis yo, kont tout politisyen restavèk enperyalis e kont tout boujwazi kowonpi ki vle domine, eksplwate mas pèp defavorize a.

MOLEGHAF kwè lè a rive pou n batay kont dominasyon enperyalis yo sou do mas popilè yo, pou retire peyi a anba fòs okipasyon Loni yo, ki kolera, imilyasyon, destabilizasyon, mizè, grangou pou pèp ayisyen an. MOLEGHAF di lè a rive pou n konstwi bon jan altènativ popilè, bon jan pwojè revolisyonè pou sove Ayiti anba men tout boujwa piyayè ak tout peyi enperyalis yo, ki se yon pwazon vyolan pou mond lan, espesyalman pou ti peyi pòv yo, egzanp Ayiti.

MOLEGHAF di lè a rive pou n batay pou konstwi yon lòt Ayiti, nan enterè mas esplwate yo ak domine yo. MOEGHAF ap raple pou popilasyon an, Preval pase 5 lane sou pouvwa li pa fè anyen ki serye pou mas defavorize yo, pou klas travayè a, pou chomè yo. Okontrè se plis moun ki lage nan chomaj lè l revoke ilegalman 10 mil manman ak papa pitit nan TELEKO, APN, ONA, SMCRS, elatriye. Preval fè sèlman :

1. Aplike plan neyoliberal pou satisfè gwo peyi enperyalis yo, kou wè: Etazini, Lafrans, Kanada, elatriye.
2. Renouvle manda MINISTA pou peyizan yo ak moun kap viv nan katye pòv yo fin mouri anba maladi kolera MINISTA vin lage nan peyi a.
3. Revoke moun ki tap travay nan antrepriz piblik yo.
4. Kore pwojè gwo peyi enperyalis yo, pandan lavi chè, mizè, chomaj ak ensekirite ap fè mas popilè yo monte yon kalvè tankou period kolonyal yo.
5. Remèt peyi a bay Bill Clinton ak latriye ONG li yo, k ap fè riches yo sou do viktim 12 Janvye yo.
6. Kenbe ansyen Prezidan Jean Bertrand Aristide nan kanpe lwen mas pèp la

Apati tout konsta reyèl sa yo MOLEGHAF egzije :

1. Depa fòs okipasyon Loni an pou Ayiti ka reprann souverènte l
2. Depa Rene Preval ak tout ekip atoufè l yo nan tèt peyi a
3. Anilasyon maskarad 28 Novanm lan
4. Arestasyon tout manm KEP Gaillot Dorsainvil la
5. Aplikasyon atik 149 konstitisyon 1987 la
6. Fòmasyon yon gouvènman Sali piblik ak patisipasyon reprezantan mas pèp la
7. Fòmasyon yon lòt KEP jan atik 289 konstitisyon an dil
8. Retou fizik Doktè Jean Bertrand Aristide nan peyi a

**ABA Okipasyon
ABA Rene Preval ak Inite
VIV yon Ayiti granmoun tèt li**

# Haïti : les vraies raisons du retour de Baby Doc



Jean-Claude Duvalier alias Baby Doc

Par Jean-Claude Jaillette

*Baby Doc, ancien président à vie d'Haïti, est revenu dans son pays natal après 25 ans d'exil. Pourquoi ? Certainement pas pour des raisons sentimentales comme sa maladie grave le laisse croire. La récupération du trésor volé à son peuple et déposé dans les banques suisse est au cœur d'un voyage moins risqué qu'il n'y paraît, malgré les quelques heures passées à rendre des comptes à la justice de son pays. Révélations.*

S'il s'agissait d'organiser une diversion en plein débat sur la tenue du second tour des élections présidentielles, le retour en Haïti de Jean-Claude Duvalier alias Baby Doc est une réussite. Depuis le dimanche 16 janvier à 14 heures, heure à laquelle la nouvelle de l'arrivée à Port au Prince d'un avion d'Air France, transportant l'ex dictateur, a commencé à circuler, la ville ne parle que de cela. De la marchande de fruits assise sur ce qu'il reste de trottoir aux responsables politiques en passant par le rédacteur en chef du principal quotidien Haïtien, le Nouvelliste, qui reçoit ses visiteurs assis sur un muret bordant un parking. « Mon bureau depuis le 12 janvier 2010 » explique-t-il, toutes les hypothèses attachées au retour spectaculaire circulent, toutes les rumeurs aussi. Certaines se vérifient, d'autres non.

Certains affirment l'avoir vu embrasser le tarmac à son arrivée. L'information fait sursauter les photographes présents sur place qui n'ont rien vu de tel. Et d'ailleurs, la passerelle qui relie l'avion à l'aérogare interdit de poser une semelle sur la piste.

Au premier coup d'œil, ceux qui le connaissent bien lui ont trouvé mauvaise mine, le regard perdu à sa descente d'avion. Quelques sources bien informées confirment qu'il est atteint d'un cancer du pancréas.

Anecdotique cette maladie ? Pas tant que cela. Selon plusieurs sources bien informées, il ou plutôt sa nouvelle compagne, Véronique Roy, on dit de Baby Doc qu'il ne décide de rien, soumis depuis toujours à l'autorité des femmes qui l'entourent - aurait souhaité une dernière fois le sol natal qu'il a quitté en 1986 pour la France où il réside depuis. En réalité, les sentiments n'occupent que peu de place dans la démarche de l'ex tyran, accusé d'avoir jeté dans une prison sordide des dizaines d'Haïtiens qui le gênaient, des journalistes, des opposants, et de n'avoir rien changé au fonctionnement d'un Etat tyrannique et violent organisé par son père François, Papa Doc. L'argent est en réalité au centre d'une opération qui n'a pu se réaliser sans le soutien intéressé du président encore en place pour quelques semaines, René Préval. En effet, malgré le montant des sommes qu'on lui reproche d'avoir détourné, Baby Doc ne semble pas rouler sur l'or. Son appartement parisien, situé Porte de Bagnolet à Paris, n'a rien de luxueux. Ses jours étant comptés, il devient urgent de débloquer les 7,5 millions de dollars déposés dans une banque suisse.

Selon nos informations, depuis quelques mois, la Suisse ne verrait aucun inconvénient à accéder à sa demande de retrait du magot. A une condition cependant : qu'il fasse la preuve qu'aucune charge sérieuse ne pèse contre lui dans son pays et qu'il peut y retourner sans être inquiété. Bref que l'argent déposé dans les coffres helvètes ne dégage pas une odeur nauséabonde. Du jour où le ciel bancaire s'est éclairci pour le clan Duvalier, des contacts ont été pris avec le gouvernement haïtien. Une proposition aurait été faite à René Préval : en échange d'une absence de poursuites haïtiennes, Baby Doc reversait 40% du trésor à son pays. Refus du gouvernement, trop visible sans doute. Mais l'entourage du président ne s'est pas contenté de ce refus. De nouvelles négociations se sont engagées, plus discrètes et moins collectives. Pas question de laisser les commissions se perdre dans les caisses de l'Etat, elles seraient mieux dans les poches de fonctionnaires. Et l'idée du retour s'est précisée.

Restait à lever un obstacle, celui de l'autorisation de pénétrer sur le territoire haïtien dans la mesure où le passeport diplomatique de Baby Doc - accordé automatiquement à tous les anciens présidents, qu'ils aient ou non quitté le territoire de leur plein gré - était périmé. C'est là que la situation politique du pays a favorisé les projets de l'ex tyran.

Le dauphin du président sortant, René Préval, a été battu à plates coutures, lors du premier tour des élections présidentielles, mis dans l'impossibilité de se présenter au second tour. Les élections sont contestées de toutes parts, y compris par lui. Un rapport établi par l'Organisation des Etats Américains (OEA) chargés de contrôler les élections vient d'être remis, confirmant le résultat, malgré les fraudes évidentes. Préval s'accroche au pouvoir, tentant par tous les moyens de repousser le plus loin possible la date du second tour. Le retour spectaculaire de Jean-Claude Duvalier quelques heures après la publication du rapport de l'OEA, est apparu comme une aubaine pour occuper les esprits et détourner l'attention des élections. Le président aurait donc donné son accord.

Restait à gérer le tollé provoqué par le retour d'un tyran dans un pays d'où il a été chassé, protégé par les hommes de l'Onu, la Minustha, mais transporté dans un 4x4 blindé mis à sa disposition par un ami. 72 heures après son installation dans un luxueux hôtel, Karibe, le commissaire du gouvernement accompagné de policiers, est venu lui signifier que le parquet de Port au prince

*Suite à la page (16)*



# Scandaleuse opulence de Jean-Claude Duvalier en France



Le Château de Théméricourt acheté par Jean-Claude Duvalier 28 millions de francs

Par Frantz Latour

Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement rapportait en 2007 que Transparency International avait évalué entre 300 et 800 millions de dollars les fonds détournés par Jean Claude Duvalier. Pour sa part, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNDOC) évaluait plutôt la fourchette entre 500 millions de dollars et 2 milliards de dollars. Assurément avec tant de fric, fiston Duvalier a pu se payer tout le luxe qu'il voulait. Et il n'a pas lésiné sur les dépenses.

Il a été fait état de nombreux comptes bancaires en Suisse, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis ou en France; de deux appartements à Neuilly, la banlieue chic de Paris ; d'un luxueux yacht de 80 pieds de long à Miami, le Niki, d'une valeur estimée à 1 million de dollars. Selon le *New York Magazine*, les investigateurs new yorkais de la *Kroll Associates* travaillant pour le nouveau gouvernement [post 7 février 1986] d'Haïti ont découvert des biens immobiliers à New York qu'ils croient être d'une valeur de près de 5 millions de dollars et qui sont liés à la famille des Duvalier. Ces actifs, à cette époque, se composaient de cinq appartements y compris un condominium au 54e étage de la *Trump Tower* située dans le quartier chic de la Cinquième Avenue qui a été acheté en août 1983, pour 1,65 millions de dollars.

Cet appartement au 54e, acheté par une compagnie panaméenne était en fait occupé par Jean Sambour, un décorateur français ami proche et confident du dictateur. Jean Sambour avait son nom lié à un deuxième appartement acheté par une autre compagnie panaméenne. Trois autres appartements appartenaient à la famille Bennett dont l'un d'eux était occupé par un des fistons Bennett, Frantz, libéré d'une prison de la Floride après avoir écopé de quatre ans de prison pour trafic de stupéfiants. Ces mêmes investigateurs disaient qu'il pourrait y avoir d'autres biens immobiliers dans le chic quartier de Beverley Hills en Californie, en Floride et dans le Maryland. Beaucoup de ces avoirs aux Etats-Unis paraissent avoir été saisis ou mis sous scellés. Par ailleurs Duvalier en menant un train de vie excessivement dispendieux sur la Riviera semble avoir pas mal gaspillé cette fortune, puisque selon le magazine *People* il se faisait expulser d'une luxueuse villa louée à $9,250 le mois dans les hauteurs cossues de Vallauris, en France.

On n'oubliera assurément pas les belles propriétés de Duvalier en France dont le château de Théméricourt. Théméricourt est un petit village français, situé dans le département du Val-d'Oise et la région d'Île-de-France. Le château du même nom a été construit au XVe siècle pour Philippe de Théméricourt. Sa construction est bien de la fin du XVe siècle, comme en témoignent les deux corps de logis disposés en équerre, et les tourelles coiffées de toits en poivrière (voir la photo). La façade sur rue comporte de petites fenêtres et de légers contreforts qui lui conservent un aspect médiéval alors que la façade intérieure, plus classique, s'ouvre largement sur le parc. Louis Chevalier, président au Parlement de Paris, a fait remodeler en 1721 les façades sur le parc. En 1995, la mairie de Théméricourt a fait l'acquisition du château et du vaste parc l'entourant pour en faire un musée, la Maison du Parc naturel régional du Vexin français.

Le château, propriété successive de grandes familles de la noblesse française, a été plusieurs fois remanié entre les XVIIe et XXe siècles. Il a été racheté en 1984 par Jean-Claude Duvalier pour la rondelette somme de 28 millions de francs sur un prêt obtenu par une banque suisse, prêt qui a sans doute permis de blanchir de l'argent sale. La Mairie de Théméricourt, dans l'historique qu'elle fait du château, écrit : « *L'ex-dictateur d'Haïti, Jean Claude Duvalier, dit "Bébé Doc" fut propriétaire du château. Epoque funeste pour les lieux : escaliers, lambris, meubles et tableaux disparurent*». C'est tout dire. Une fois de plus, Jean-Claude Duvalier n'a pas fait mentir l'adage : chassez le naturel, il revient au galop. Du Palais national, en compagnie de son proche «conseiller» Pouch Douyon, jusqu'à Théméricourt, l'animal est resté égal à lui-même : prédateur de haut vol.

A regarder ce bâtiment que Duvalier a possédé de 1984 jusqu'au début de 1990, on se demande quelle armée de serviteurs devait être à son service, combien de personnes étaient affectées à l'entretien du parc et des dépendances du château, combien de grands nègres et de grands blancs il devait entretenir à la semaine peut-être, aux frais de l'argent dérobé au peuple haïtien et aux organisations internationales. La Mairie de Théméricourt affirme que «*escaliers, lambris, meubles et tableaux disparurent*». Alors qu'en a-t-il fait, le kleptomane ? Qu'est devenue la fortune du dictateur éparpillée et cachée dans plusieurs banques européennes et paradis fiscaux secrets?

**Sources:**


*Duvalier holdings found in U.S.* Dan Dorfman. Chicago Sun-Times. 6 juillet, 1986

*The Anti-Corruption Toolkit* UNDOC, septembre 2004. Vienne

*La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales.* Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement. Mars 2007.

Site officiel de la Mairie de Théméricourt

*On the trail of Baby Doc.* Dan Dorfman. New York Magazine. July 14, 1986.

# Entraves au retour d'Aristide en Haïti: la preuve d'un manque de respect consternant

**Par Mark Weisbrot ***

L'infâme ex-dictateur "Baby Doc" Duvalier a pu rentrer en Haïti cette semaine, contrairement au premier président élu du pays, Jean-Bertrand Aristide. Voilà qui en dit long sur la politique du gouvernement américain vis-à-vis d'Haïti, et sur le peu de respect dont il fait preuve envers la démocratie dans ce pays et dans cette région.

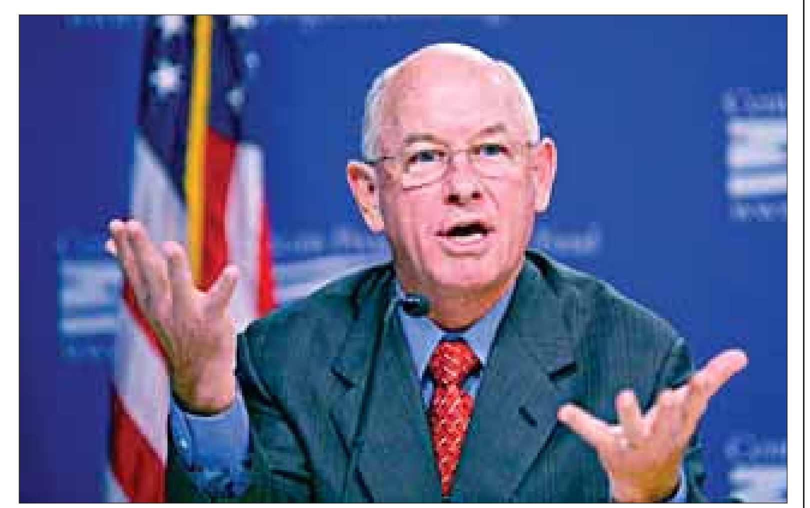
Interrogé à propos du retour de Duvalier, sous le régime duquel des milliers de personnes ont été torturées et assassinées, le porte-parole du Département d'État des États-Unis, P.J. Crowley, a déclaré: « *c'est une affaire qui regarde le gouvernement et le peuple d'Haïti* »

Mais interrogé sur le retour d'Aristide, il a dit : « *A ce stade, Haïti n'a pas besoin d'un fardeau supplémentaire*»

Les câbles diplomatiques publiés la semaine dernière par WikiLeaks montrent que Washington fait pression sur le Brésil, qui assure le commandement militaire des forces des Nations Unies déployées en Haïti, pour empêcher Aristide non seulement de revenir au pays, mais également d'avoir quelque influence politique que ce soit depuis l'extérieur.

Qui donc est ce dangereux personnage dont Washington a si peur? En 1996, le Washington Post le décrivait en ces termes: « *Élu à une écrasante majorité, renversé par un coup d'État et réinstallé au pouvoir par l'armée américaine, cet ancien prêtre populiste a aboli une armée répressive, pratiquement mis un terme aux violations des droits de l'homme, tenu largement sa promesse de promouvoir la réconciliation, organisé des élections mouvementées certes mais régulières et tenu son engagement de quitter sa fonction au terme de son mandat. Un formidable bilan* »

Tel était le ton avant le lancement par Washington d'une campagne visant à destituer Aristide une seconde fois. À partir de 2000, conjointement avec leurs alliés internationaux, notamment le Canada et la France, les États-Unis ont supprimé la quasi-totalité de l'aide destinée à Haïti et consacré des dizaines de millions de dollars à la création d'un mouvement d'opposition. En février 2004, avec l'aide de voyous armés, de meurtriers et d'anciens chefs d'escadrons de la mort, ce mouvement, qui contrôlait la plupart des médias, a renversé un gouvernement brisé et exsangue.



P.J. Crowley, le porte-parole du Département d'État des États-Unis



Jean-Bertrand Aristide

La principale différence entre le coup d'État de 1991et celui de 2004, c'est que le président américain, George H.W. Bush, n'a pas reconnu le premier, pourtant organisé par des gens à la solde de la CIA; il fallait au moins faire semblant de ne pas avoir été impliqués. En revanche, en 2004, sous présidence de George W. Bush, on ne s'est même pas donné la peine de cacher quoi que ce soit, une attitude qui reflète la dégénérescence de la politique étrangère des États-Unis.

Il y a peu, lors d'une conversation avec un membre de longue date du Congrès américain, j'ai avancé qu'en 2004, Washington avait renversé Aristide parce qu'il avait aboli l'armée haïtienne. «*C'est vrai*», a répondu mon interlocuteur.

À Washington le cynisme règne. Les principales organisations des droits de l'homme présentes dans la ville n'ont pas fait grand-chose lorsque, à la suite coup d'État de 2004, des dizaines de milliers de Haïtiens ont été tués et des représentants du gouvernement légal jetés en prison. D'ailleurs, à l'instar des organisations «pro-démocratie» de la ville, elles ne semblent pas juger digne d'attention le fait que l'ancien président ne puisse pas retourner dans son pays - ce qui constitue pourtant une violation de la Constitution haïtienne et du droit international - ni le fait que son parti, encore le plus populaire, soit interdit d'élections. Et c'est sur elles que s'alignent les principaux médias.

Dans le cadre des élections qui se déroulent actuellement, l'Organisation des États d'Amérique, dont Washington tire les ficelles, cherche à imposer à Haïti les candidats au deuxième tour. Voilà à quoi ressemble la démocratie selon Washington. Or, Aristide vit toujours, en exil forcé en Afrique du Sud. Il reste le leader politique le plus populaire parmi les Haïtiens; sept ans d'absence n'ont pas suffi à l'effacer de leur mémoire. Tôt ou tard, il reviendra.

**Bellingham Herald 20 janvier 2011**
**Traduit par Chloé Meier**
**Edité par Fausto Giudice**
**Cuba Sí Lorraine (CSL) 24 janvier 2011**

*Ndlr.* ***Mark Weisbrot** est économiste et codirecteur du Center for Economic and Policy Research, dont le siège est à Washington

# Il n'y a pas d'autre façon d'aider Haïti que de combattre l'épidémie



Au centre avec le maillot de Che, Dr Lorenzo Somarriba López, chef de la Mission Médicale Cubaine en Haïti

**Par Dr. Lorenzo Somarriba López**

La Brigade Médicale Cubaine a eu la primeur de traiter les premiers cas à l'Hôpital Communautaire de Référence (HCR) de Mirebalais du Projet Cuba - Vénézuéla. Et comme cette institution est l'une des 28 sentinelles du réseau de vigilance épidémiologique elle a donné l'alerte qui a servi à confirmer le début de la transmission de cette maladie dans le Département du Centre et sa propagation rapide qui suivait le cours des eaux venant du fleuve Artibonite.

Sans expérience dans la gestion de cette maladie, disposant seulement de connaissances théoriques, les membres de la Brigade Médicale Cubaine ont commencé à accueillir les cas dans le cadre clinique de diarrhées aigües et abondantes, accompagnées de vomissements, qui dans de nombreux cas conduisaient à une déshydratation sévère, au choc, et à la mort. Ces premiers jours furent tragiques à Mirebalais dans le Département du Centre et dans les unités du Département Artibonite qui ont eu à adopter une structure différente pour prendre en charge cette maladie. Ils s'appelèrent ensuite "Unités de Traitement du Choléra" (UTC). L'épidémie a rapidement gagné d'autres départements: l'Ouest, le Nord-Ouest et le Nord.

Les 853 collaborateurs des Brigades Médicales Cubaines ont.0 acquis de l'expérience. Du personnel venant des Département non contaminés, comme ceux de la Péninsule, du Nord-Est, a été transféré vers les zones plus affectées. Il en est résulté un renfort, mais les résultats les plus importants sont venus des connaissances acquises en soignant les malades quand l'épidémie est arrivée aux unités de départ.

On a commencé à avoir le renfort de la Brigade Henry Reeves (Contingent International de Médecins Spécialisés dans les Situations de Désastre et d'Épidémies Graves). Le premier groupe est arrivé le 11 Novembre, un second le 25 du même mois. A partir du 5 Décembre 2010 ont commencé à accoster ceux qui résultaient de l'engagement de Cuba de fournir 300 coopérants pour mettre fin à l'épidémie et assister les malades, chiffre qui a été surpassé avec l'ajout de 492 personnes, pour atteindre aujourd'hui un total de 1330 membres qui combattent le choléra en Haïti: 512 médecins (247 diplômés à Cuba, 123 en Haïti et 124 dans 22 autres pays), 490 infirmières, 228 techniciens et 100 personnes qui ont un autre profil.

Ceci a permis de monter un réseau de 66 Centres de Traitement du Choléra (CTC), unités de création nouvelle avec des commodités en ce qui concerne le temps, en général des tentes très fonctionnelles pour le traitement de cette maladie. 20 CTC ont été montés par Cuba, pour la plupart dans des lieux difficiles d'accès (...).

A cela s'est ajoutée, depuis les premiers jours de Décembre et à partir de l'expérience de la population rurale de Plateau, la création des Groupe de Recherche Active "Subcomuna Adentro" (GPA) dont la mission principale est d'aller dans les zones d'accès difficile qui n'ont pas, pour la plupart, de service médical. C'est une excellente expérience issue de la pensée révolutionnaire et salutaire de notre Commandant en Chef Fidel quand il a dit qu'il fallait aller vers la population entière et

*Suite à la page (16)*

## Préval's Resistance Wavers:

# As Duvalier Speaks Out, Célestin Weighs Bowing Out

**By Kim Ives**

Following brazen diplomatic arm-twisting, Haitian President René Préval and his Provisional Electoral Council (CEP) appear ready to give in to U.S.-instigated pressure to change the Nov. 28 presidential election results.

They are not formally adopting the Organization of American States' (OAS) demand that the CEP change its results so that the front-runner, former first lady Mirlande Manigat, faces pro-coup *konpa* musician Michel "Sweet Micky" Martelly in a presidential run-off rather than Jude Célestin of Préval's Unity party. Instead, Célestin is contemplating to "*withdraw his candidacy in the next hours,*" Senator Joseph Lambert, one of Unity's most powerful leaders, told Radio Metropole on Jan. 25.

But late that afternoon, Célestin cancelled the press conference to announce his withdrawal because Unity's leadership was split about the move. "*There's no final decision yet,*" Lambert told The Associated Press that evening as the party's leadership met behind closed doors.

This past week, US, UN, and OAS officials have made many statements threatening Préval's government with dire consequences if it did not follow their dictates.

"*Having officially received the report of the OAS technical mission, the CEP must now honor its commitment to fully take into account the report's recommendations,*" UN Under-Secretary General Alain Le Roy said last week, meaning the CEP must follow the OAS "*recommendations.*"

"*Should the CEP decide otherwise,*" he continued, "*Haiti may well be faced with a constitutional crisis, with the possibility of considerable unrest and insecurity. At this critical juncture, it is vital that the CEP be allowed to carry out its work without political interference,*" not counting his own, of course.



**Former Haitian President Jean-Bertrand Aristide is still exiled in South Africa seven years after the 2004 coup that ousted him**

The climax came on Jan. 24 when US, French, Brazilian, Spanish, and European Union ambassadors and embassy officials, along with UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) chief Edmond Mulet, bypassed Préval and directly delivered an ultimatum to the CEP to announce "*definitive results*" by Feb. 2 or they would cut off reconstruction aid and not recognize Préval's government after Feb. 7, the constitutionally set limit on Préval's term. But before it expired last year, the Unity-dominated Parliament passed a measure extending Préval's mandate to May 14, five years after he was sworn in belatedly due to delays caused by the 2004 coup d'état.

Over the weekend, the US government also yanked the travel visas of 12 Préval associates as well as current and former government officials: Social Affairs Minister Gérald Germain, former Interior and Health Minister Jean Joseph Molière, former Commerce and Industry Minister Jean François Chamblain, former Finance Minister Fred Joseph, West Department Senator John Joël Joseph, businessman Dimitri Vorbe, Presidential spokesman Assad Volcy, popular organization liaison René Momplaisir, and Lionel Calixte.

"*Washington and its carefully selected allies are telling Haiti what the results of their election should be,*" said Mark Weisbrot, co-director of the Washington-based Center for Economic and Policy Research (CEPR) in a Jan. 23 Sun Sentinel op-ed. "*Of course, the election was illegitimate to begin with because the country's most popular political party, Fanmi Lavalas, was excluded from appearing on the ballot. Mostly as a result of this exclusion, only about a quarter of Haiti's voters went to the polls... [The US and allies']Great Fear is that if the election were to re-run – as it obviously should be – this arbitrary exclusion... might be called into question.*"

At the same time, Washington has been working to stop Aristide's return from exile in South Africa. "*Haiti needs to focus on its future, not its past,*" tweeted State Department spokesman P.J. Crowley.

But the South African Times reported this week that the South African "*government has been negotiating with Haitian authorities, with the help of the Cuban government, since last year for Aristide's departure*" from exile. "*But his return has been delayed by US concerns that the former Catholic priest would destabilize the country,*" that is, his own, Haiti.

But the popular calls for Aristide's return have only multiplied since former Haitian "*President-for-Life*" Jean-Claude "*Baby Doc*" Duvalier unexpectedly arrived in Haiti on Jan.16. The California-based Haiti Action Committee put a full-page ad in the Jan. 23 Miami Herald, calling "*on the Haitian government to immediately renew President Aristide's passport as he has requested, and to facilitate his return, without any conditions, to the country of his birth*" as well as "*on the international authorities, particularly the United Nations and the United States government, to end their opposition to President Aristide's return.*" The ad was signed by dozens of activists, lawyers, journalists, religious figures, artists, scholars, and celebrities, including actors Harry Belafonte and Danny Glover, authors Randall Robinson and Eduardo Galeano, filmmaker Oliver Stone, former U.S. attorney general Ramsey Clark, Dr. Paul Farmer, Bishop Thomas Gumbleton, and the Reverend Jesse Jackson.

Meanwhile, on Jan. 21, Duvalier finally held his long awaited press conference. Saying he had landed at the "*François Duvalier International Airport,*" as the Toussaint L'Ouverture International Airport had been called prior to his 1986 departure in the face of a nationwide uprising, Baby Doc said he had returned "*to pay homage to the numerous victims of the devastating earthquake of January 12, 2010*" and was prepared for "*all sorts of persecution*" and "*harassment.*"

While he offered "*condolences to my millions of partisans*" who he claimed were persecuted, brutalized and killed after his departure, he expressed no apology but only "*deep sadness to my compatriots who recognize, rightly, that they were victims under my Government,*" not "*of*" his government.

Duvalier may find that his "*sadness*" increases as four former political prisoners – Michèle Montas, Alix Fils-Aimé, Nicole Magloire and Claude Rosier - filed charges against him on Jan. 19 for "*arbitrary imprisonment, exile, destruction of property, physical and psychological torture, and violation of civil and political rights,*" said their complaint.

This past week, it also came to light that Duvalier may returned to Haiti in an effort to get his hands on some $7.6 million that Swiss authorities have withheld from him. It is due to be returned to the Haitian government, but under a Swiss law that is due to take effect on February 1, Duvalier can reclaim the money if he manages to enter Haiti and leave again without being prosecuted and convicted of embezzlement.

Even more alarmingly, after Duvalier's press conference three North Americans – former Georgia congressman Bob Barr, longtime Duvalier family adviser and lawyer Ed Marger and lawyer Mike Puglise – took questions from reporters.

"*Marger, who handled most of the queries, said they were there to help Duvalier collect undelivered reconstruction funds promised by the United States and other countries at the March 31, 2010, U.N. donors' conference,*" reported Jonathan Katz of the AP. "*He said Duvalier could manage them more effectively than former U.S. President Bill Clinton and distribute them more justly than current Haitian President René Préval.*"

So Duvalier is not satisfied with the $800 million that he and his cronies embezzled in the 1980s. He has come back to Haiti to see if he – with Barr & Company's help – can make off with some of the $10 billion that other nations have promised for Haiti's reconstruction.

# WikiLeaks points to US meddling in Haiti

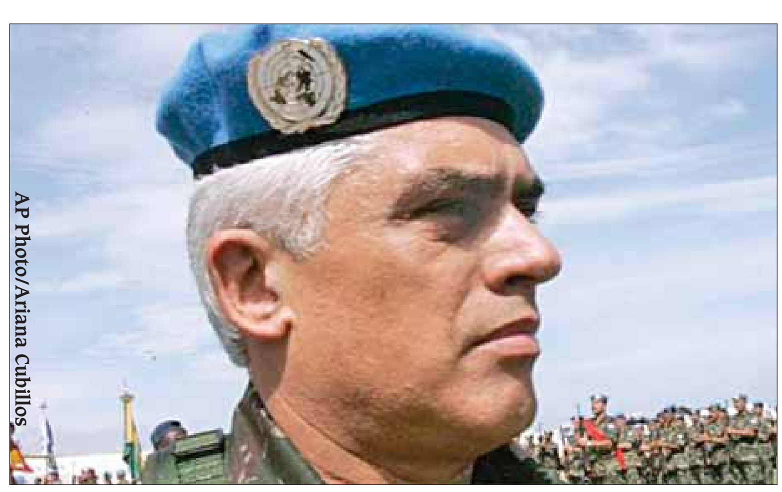
*US embassy cables reveal how anxious the US was to enlist Brazil to keep the deposed Jean-Bertrand Aristide out of Haiti*

**By Kim Ives**

*(First published in the* Guardian, *Jan. 21, 2011)*

Confidential US diplomatic cables from 2005 and 2006 released this week by WikiLeaks reveal Washington's well-known obsession to keep exiled former President Jean-Bertrand Aristide out of Haiti and Haitian affairs. (On Thursday, Aristide issued a public letter in which he reiterated "*my readiness to leave today, tomorrow, at any time*" from South Africa for Haiti, because the Haitian people "*have never stopped calling for my return*" and "*for medical reasons*", concerning his eyes.)

In a 8 June 2005 meeting of US Ambassador to Brazil John Danilovich, joined by his political counselor (usually, the local CIA station chief), with then President Lula da Silva's international affairs adviser Marco Aurelio Garcia, we learn that:




**Brazilian Army General Urano Teixeira da Matta Bacellar, who was MINUSTAH's commander in late 2005, was found dead on Jan. 7, 2006. Suicide or foul play?**

"*Ambassador and PolCouns ... stressed continued US G[overnment] insistence that all efforts must be made to keep Aristide from returning to Haiti or influencing the political process ... [and that Washington was] increasingly concerned about a major deterioration in security, especially in Port au Prince.*"

The ambassador and his adviser were also anxious about "*reestablishing [the] credibility*" of the UN Mission to Stabilize Haiti (Minustah), as the UN occupation troops are called. The Americans reminded Garcia that then US Secretary of State Condoleezza Rice had called "*for firm Minustah action and the possibility that the US may be asked to send troops at some point*".

Careful reading between the lines of the cable shows that Garcia was a bit taken aback by the Americans' "*insistence*"; he reassured the duo "*that security is a critical component, but must move in tandem with*", among other things, "*an inclusive political process*". Garcia also noted that "*some elements of Lavalas [Aristide's political party] are willing to become involved in a constructive dialogue and should be encouraged*", although there was "*continued Brazilian resolve to keep Aristide from returning to the country or exerting political influence*".

Aristide "*does not fit in with a democratic political future*" in Haiti, Garcia is quoted as saying. However, he was "*cautious on the issue of introduction of US forces*" into Haiti, and "*would not be drawn into discussion*".

The American duo then met on 10 June with Brazilian Under-Secretary for Political Affairs Antonio de Aguiar Patriota. They told him, and he acknowledged, that "*Minustah has not been sufficiently robust.*" All this dismay was over the leadership of Brazilian General Augusto Heleno Ribeiro, then Minustah's military commander. Heleno had repeatedly voiced trepidation about causing unnecessary casualties and, more importantly, being hauled before an international court for war crimes. (At the time, there was an independent International Tribunal on Haiti preparing to hold hearings on the crimes committed by UN troops, Haitian police and paramilitaries during the 2004 coup and the runup to it.)

Less than a month after these meetings, on 5 July 2005, a browbeaten Heleno would lead Minustah's first deadly assault on the armed groups resisting the coup and occupation in Cité

continued on p(13)

Par Thierry Meyssan*

*Alors que les médias occidentaux célèbrent la « Jasmine Révolution », Thierry Meyssan dévoile le plan US pour tenter de stopper la colère du peuple tunisien et conserver cette discrète base arrière de la CIA et de l'OTAN. Selon lui, le phénomène insurrectionnel n'est pas fini et la vraie Révolution, tant redoutée par les Occidentaux, pourrait rapidement commencer.*

Les grandes puissances n'aiment pas les bouleversements politiques qui leur échappent et contrecarrent leurs plans. Les événements qui ont fait vibrer la Tunisie depuis un mois n'échappent pas à cette règle, bien au contraire.

Il est donc pour le moins surprenant que les grands médias internationaux, suppôts indéfectibles du système de domination mondiale, s'enthousiasment soudainement pour la « Révolution du jasmin » et multiplient les enquêtes et reportages sur la fortune des Ben Ali qu'ils ignoraient jusque là, malgré leur luxe tapageur. C'est que les Occidentaux courent après une situation qui leur a glissé des mains et qu'ils voudraient récupérer en la décrivant selon leurs souhaits.

Avant toute chose, il convient de rappeler que le régime de Ben Ali était soutenu par les Etats-Unis et Israël, la France et l'Italie.

Considéré par Washington comme un Etat d'importance mineure, la Tunisie était utilisée au plan sécuritaire, plus qu'économique. En 1987, un coup d'Etat soft est organisé pour déposer le président Habib Bourguiba au profit de son ministre de l'Intérieur, Zine el-Abidine Ben Ali. Celui-ci est un agent de la CIA, formé à la Senior Intelligence School de Fort Holabird. Selon certains éléments récents, l'Italie et l'Algérie auraient été associées à cette prise de pouvoir [1].

Dès son arrivée au Palais de la République, il met en place une Commission militaire jointe avec le Pentagone. Elle se réunit annuellement, en mai. Ben Ali, qui se méfie de l'armée, la maintient dans un rôle marginal et la sous-équipe, à l'exception du Groupe des Forces spéciales qui s'entraîne avec les militaires US et participe au dispositif « anti-terroriste » régional. Les ports de Bizerte, Sfax, Sousse et Tunis sont ouverts aux navires de l'OTAN et, en 2004, la Tunisie s'insère dans le « Dialogue méditerranéen » de l'Alliance.

Washington n'attendant rien de spécial de ce pays au plan économique, il laisse donc les Ben Ali mettre la Tunisie en coupe réglée. Toute entreprise qui se développe est priée de céder 50 % de son capital et les dividendes qui vont avec. Cependant, les choses virent au vinaigre en 2009, lorsque la famille régnante, passée de la gourmandise à la cupidité, entend soumettre aussi les entrepreneurs états-uniens à son racket.

De son côté, le département d'Etat anticipe sur l'inévitable disparition du président. Le dictateur a soigneusement éliminé ses rivaux et ne dispose pas de successeur. Il faut donc imaginer une relève, s'il vient à mourir. Une soixantaine de personnalités susceptibles de jouer un rôle politique ultérieur est recrutée. Chacune reçoit une formation de trois mois à Fort Bragg, puis un salaire mensuel [2]. Le temps passe

Bien que le président Ben Ali poursuive la rhétorique antisioniste en vigueur dans le monde musulman, la Tunisie offre diverses facilités à la colonie juive de Palestine. Les Israéliens d'ascendance tunisienne sont autorisés à voyager et à commercer dans le pays. Ariel Sharon est même invité à Tunis.

**La révolte**

L'immolation par le feu d'un vendeur ambulant, Mohamed el-Bouzazi, le 17 décembre 2010, après que sa charrette et ses produits aient été saisis par la police, donne le signal des premières émeutes. Les habitants de Sidi Bouzid se reconnaissent dans ce drame personnel et se soulèvent. Les affrontements s'étendent à plusieurs régions, puis à la capitale. Le syndicat UGTT et un collectif d'avocats manifestent, scellant sans en avoir conscience, l'alliance entre classes populaire et bourgeoisie, autour d'une organisation structurée.

Le 28 décembre, le président Ben Ali tente de reprendre les choses en main. Il se rend au chevet du jeune Mohamed el-Bouazizi et s'adresse le soir à la Nation. Mais son discours télévisé exprime son aveuglement. Il dénonce les manifestants comme des extrémistes et des agitateurs stipendiés et annonce une répression féroce. Loin de calmer le jeu, son intervention transforme la révolte populaire en insurrection. Le peuple tunisien ne conteste plus simplement l'injustice sociale, mais le pouvoir politique.

A Washington, on constate que « notre agent Ben Ali » ne maîtrise plus rien. Jeffrey Feltman [3] et Colin Kahl [4] du Conseil de sécurité nationale s'accordent à considérer que le moment est venu de lâcher ce dictateur usé et d'organiser sa succession avant que l'insurrection ne se transforme en authentique révolution, c'est-à-dire en contestation du système.

Il est décidé de mobiliser des médias, en Tunisie et dans le monde, pour circonscrire l'insurrection. On focalisera l'attention des Tunisiens sur les questions sociales, la corruption des Ben Ali, et la censure de la presse. Tout, pourvu qu'on ne débatte pas des raisons qui ont conduit Washington à installer le dictateur, 23 ans plus tôt, et à le protéger, tandis qu'il s'accaparait de l'économie nationale.

Le 30 décembre, la chaîne privée Nessma TV défie le régime en diffusant des reportages sur les émeutes et en organisant un débat sur la nécessaire transition démocratique. Nessma TV appartient au groupe italo-tunisien de Tarak Ben Ammar et Silvio Berlusconi. Le message est parfaitement compris par les indécis : le régime est fissuré.

Simultanément, des experts Etats-uniens (mais aussi Serbes et Allemands) sont envoyés en Tunisie pour canaliser l'insurrection. Ce sont eux qui, surfant sur les émotions collectives, tentent d'imposer des slogans dans les manifestations. Selon la technique des prétendues « révolutions » colorées, élaborée par l'Albert Einstein Institution de Gene Sharp [5], ils focalisent l'attention sur le dictateur pour éviter tout débat sur l'avenir politique du pays. C'est le mot d'ordre « Ben Ali dégage ! » [6].

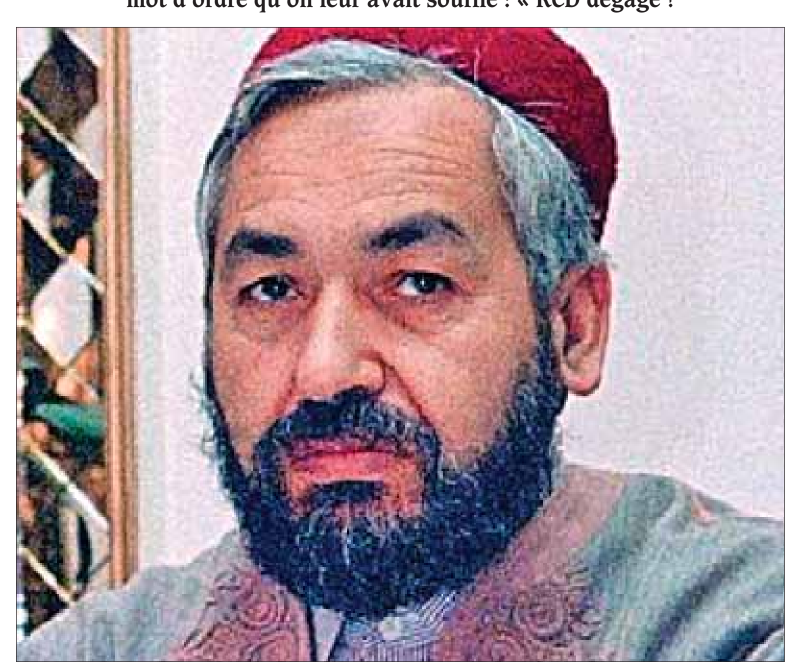
**L'insurrection**

Les Tunisiens continuent spontanément à braver le régime, à descendre en masse dans les rues, et à brûler commissariats de police et magasins appartenant aux Ben Ali. Avec courage, certains d'entre eux payent le prix du sang. Pathétique, le dictateur dépassé se crispe sans comprendre.

Le 13 janvier, il ordonne à l'armée de tirer sur la foule, mais le chef d'état-major de l'armée de terre s'y refuse. Le général Rachid Ammar, qui a été contacté par le commandant de l'Africom, le général William Ward, annonce lui-même au président que Washington lui ordonne de fuir.



**Une nouvelle fois, les Tunisiens se soulèvent, élargissant eux-mêmes le mot d'ordre qu'on leur avait soufflé : « RCD dégage !**


**Le leader historique du Parti de la Renaissance (Ennahda), Rached Ghannouchi. Islamiste ex-salafiste**


**Contrairement à ce qui a été dit par la press terminée et la Révolution r**

# WASHINGTON FA LA COLÈRE DU PE TUNISIEN !


**Avant toute chose, il convient de rappeler que le régime de Ben Ali était soutenu par les Etats-Unis et Israël, la France et l'Italie**

En France, le gouvernement Sarkozy n'a pas été prévenu de la décision états-unienne et n'a pas analysé les divers retournements de veste. La ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, se propose de sauver le dictateur en lui dépêchant des conseillers en maintien de l'ordre et du matériel pour qu'il se maintienne au pouvoir par des procédés plus propres [7]. Un avion cargo est affrété le vendredi 14. Lorsque les formalités de dédouanement sont finies à Paris, il est trop tard : Ben Ali n'a plus besoin d'aide, il a déjà pris la fuite.

Ses amis d'hier, à Washington et Tel-Aviv, Paris et Rome, lui refusent l'asile. Il échoue à Riyad. Il aurait emporté avec lui 1,5 tonne d'or volée au Trésor public, ce que démentent les autorités encore en place.



e occidentale, l'insurrection n'est pas encore
'a pas encore commencé...

# ACE À
# EUPLE





A Washington, on constate que « notre agent Ben Ali » ne maîtrise plus rien. Jeffrey Feltman (à gauche) et Colin Kahl s'accordent à considérer que le moment est venu de lâcher ce dictateur usé et d'organiser sa succession avant que l'insurrection ne se transforme en authentique révolution




Marketing : le logo de la « Jasmine Revolution » apparaît au moment exact de la fuite de Ben Ali. Au centre, on reconnaît le poing levé, symbole ex-communiste utilisé dans toutes les « révolutions » colorées depuis Otpor en Serbie. Vu de Washington, l'important est d'affirmer que les événements sont finis et qu'ils s'inscrivent dans une dynamique internationale libérale. Aussi, le titre est-il inscrit en anglais et le drapeau tunisien est-il réduit à une simple fioriture sur la lettre R.



Le vrai siège du pouvoir n'est plus au Palais de la République, mais à l'ambassade des Etats-Unis. C'est ici que l'on a composé le gouvernement Ghannouchi. Située hors de Tunis, dans un vaste campus barricadé, l'ambassade est un gigantesque blockhaus hautement sécurisé qui abrite les postes centraux de la CIA et du MEPI pour l'Afrique du Nord et une partie du Levant



Le général William Ward ancien responsable de la répression dans les Territoires palestiniens devenu commandant de l'Africom



Ahmed Néjib Chebbi, un opposant « Made in USA ».

**Du jasmin pour calmer les Tunisiens**

Les conseillers en communication stratégique US tentent alors de siffler la fin de la partie, tandis que le Premier ministre sortant compose un gouvernement de continuité. C'est là que les agences de presse lancent l'appellation « Jasmine Revolution » (en anglais s'il vous plaît). Les Tunisiens, assurent-elles, viennent de réaliser leur « révolution colorée ». Un gouvernement d'union nationale est constitué. Tout est bien qui finit bien.

L'expression « Jasmine Revolution » laisse un goût amer aux Tunisiens les plus âgés : c'est celle que la CIA avait déjà utilisée pour communiquer lors du coup d'Etat de 1987 qui plaça Ben Ali au pouvoir.

La presse occidentale "désormais mieux contrôlée par l'Empire que la presse tunisienne" découvre la fortune mal acquise des Ben Ali quelle ignorait jusque là. On oublie le satisfecit accordé par le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn aux gestionnaires du pays quelques mois après les émeutes de la faim [8]. Et on oublie le dernier rapport de Transparency International qui affirmait que la Tunisie était moins corrompue que des Etats de l'Union européenne comme l'Italie, la Roumanie et la Grèce [9]. Les miliciens du régime, qui avaient semé la terreur parmi les civils durant les émeutes, les obligeant à s'organiser en comités d'auto-défense, disparaissent dans la nuit.

Les Tunisiens que l'on pense dépolitisés et manipulables après des années de dictature, s'avèrent fort matures. Ils constatent que le gouvernement de Mohammed Ghannouchi, c'est « du benalisme sans Ben Ali ». Malgré quelques ravalements de façade, les caciques du parti unique (RCD) conservent les ministères régaliens. Les syndicalistes de l'UGTT, refusent de s'associer à la manip états-unienne et démissionnent des postes qu'on leur a attribués.

Outre les inamovibles membres du RCD, il reste des gadgets médiatiques et des agents de la CIA. Par la grâce du producteur Tarak Ben Amar (le patron de Nessma TV), la réalisatrice Moufida Tlati devient ministre de la Culture. Moins show-bizz, plus significatif, Ahmed Néjib Chebbi, un pion de la National Endowment for Democracy, devient ministre du Développement régional. Ou encore, l'obscur Slim Amanou, un bloggeur rompu aux méthodes de l'Albert Einstein Institute, devient secrétaire d'Etat à la Jeunesse et des Sports au nom du fantomatique Parti pirate relié à l'auto-proclamé groupe Anonymous.

Bien entendu, l'ambassade des Etats-Unis n'a pas sollicité le Parti communiste pour faire partie de ce soi-disant « gouvernement d'union nationale ».

A l'inverse, on prépare le retour de Londres, où il avait obtenu l'asile politique, du leader historique du Parti de la Renaissance (Ennahda), Rached Ghannouchi. Islamiste ex-salafiste, il prêche la compatibilité de l'islam et de la démocratie et prépare depuis longtemps un rapprochement avec le Parti démocrate progressiste de son ami Ahmed Néjib Chebbi, un social-démocrate ex-marxiste. Dans le cas d'un échec du « gouvernement d'union nationale », ce tandem pro-US pourrait fournir une illusion de rechange.

Une nouvelle fois, les Tunisiens se soulèvent, élargissant eux-mêmes le mot d'ordre qu'on leur avait soufflé : « RCD dégage ! ». Dans les communes et les entreprises, ils chassent eux-mêmes les collaborateurs du régime déchu.

**Vers la Révolution ?**

Contrairement à ce qui a été dit par la presse occidentale, l'insurrection n'est pas encore terminée et la Révolution n'a pas encore commencé. Force est de constater que Washington n'a rien canalisé du tout, hormis les journalistes occidentaux. Plus encore aujourd'hui que fin décembre, la situation est hors de contrôle.

**Thierry Meyssan :** *Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : L'Effroyable imposture 2, éd. JP Bertand (2007).*

**Notes**

[1] Déclarations de l'amiral Fulvio Martini, alors chef des services secrets italiens (SISMI).

[2] Témoignage direct recueilli par l'auteur.

[3] Assistant de la Secrétaire d'Etat pour les Affaires proche-orientales.

[4] Assistant adjoint du secrétaire à la Défense pour le Proche-Orient.

[5] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[6] « La technique du coup d'État coloré », par John Laughland, Réseau Voltaire, 4 janvier 2010.

[7] « Proposition française de soutenir la répression en Tunisie », par Michelle Alliot-Marie, Réseau Voltaire, 12 janvier 2011.

[8] Vidéo.

[9] « Corruption perception index 2010 », Transparency International.

**Réseau Voltaire 23 janvier 2011**

# Lettre de Jacques Stéphen Alexis à François Duvalier

*La venue inattendue et suspecte du tyran Jean-Claude Duvalier en Haïti a causé des frissons non seulement aux victimes et familles des victimes de la dynastie duvaliériste mais aussi à tous les progressistes choqués de voir que l'ex-dictateur ait pu rentrer en Haïti de façon aussi provocatrice et désinvolte. Arrivée d'autant plus scandaleuse au pays que les autorités françaises et haïtiennes ont prétendu ne pas être au courant du voyage de fiston Duvalier.*

*La soudaine présence de Jean-Claude Duvalier en Haïti fait revenir à la mémoire les moments d'angoisse douloureuse dans l'attente charbonneuse de se voir visité, arrêté, interrogé, torturé par la brutale tonton-macouterie au service des Duvalier, père et fils. Au bout de mille humiliations et souffrances physiques, au mieux on se retrouvait en exil, au pire, on était exécuté au sinistre Fort-Dimanche ou dans les sous-sols du Palais national ou des Casernes Dessalines. Rarement on réchappait de l'enfer duvaliériste.*

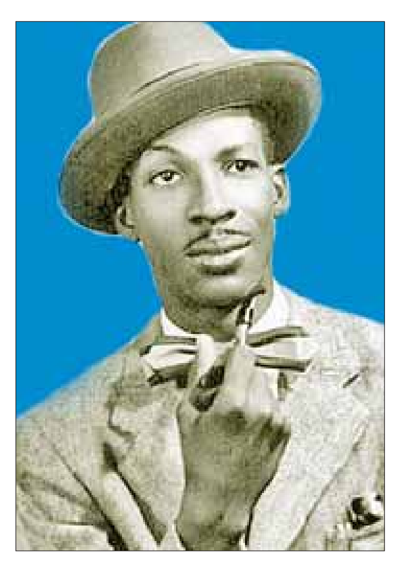
*La lettre de Jacques Stéphen Alexis au sanguinaire dictateur François Duvalier en date du 2 juin 1960 et reproduite plus bas vient rappeler les procédés tortueux, dégradants et immoraux utilisés par la police secrète duvaliériste pour réduire au silence ou forcer à l'exil les opposants déclarés ou non au régime mortifère de Papa Doc et reconduit par son fils «Baby Doc». On sait que Jacques Alexis dans l'esprit d'allier la théorie à la pratique est retourné en Haïti avec sans doute l'idée et l'espoir d'amorcer un mouvement révolutionnaire qui finirait par triompher comme à Cuba. Malheureusement, il fut capturé par la soldatesque macoute en 1961 et sauvagement exécuté.*

**[F. Latour]**

*Pétion Ville, le 2 juin 1960*
*À son Excellence*
*Monsieur le Docteur François Duvalier*
*Président de la République*
*Palais National*

Monsieur le Président,

Dans quelque pays civilisé qu'il me plairait de vivre, je crois pouvoir dire que je serais accueilli à bras ouverts : ce n'est un secret pour personne. Mais mes morts dorment dans cette terre ; ce sol est rouge du sang de générations d'hommes qui portent mon nom ; je descends par deux fois, en lignée directe, de l'homme qui fonda cette patrie, aussi j'ai décidé de vivre ici et peut-être d'y mourir. Sur ma promotion de vingt-deux médecins, dix-neuf vivent en terre étrangère. Moi, je reste, en dépit des offres qui m'ont été et me sont faites. Dans bien des pays bien plus agréables que celui-ci, dans bien des pays où je serais plus estimé et honoré que je ne le suis en Haïti, il me serait fait un pont d'or, si je consentais à y résider. Je reste néanmoins.


Jacques Stéphen Alexis

Ce n'est certainement pas par vaine forfanterie que je commence ma lettre ainsi, Monsieur le Président, mais je tiens à savoir si je suis ou non indésirable dans mon pays. Je n'ai jamais, Dieu merci, prêté attention aux petits inconvénients de la vie en Haïti, certaines filatures trop ostensibles, maintes tracasseries, si ce n'est les dérisoires avanies qui sont le fait des nouveaux messieurs de tous les pays sous-développés. Il est néanmoins naturel que je veuille être fixé sur l'essentiel.

Bref, Monsieur le Président, je viens au fait. Le 31 mai, soit avant-hier soir, au vu et au su de tout le monde, je déménageais de mon domicile de la ruelle Rivière, à Bourdon, pour aller m'installer à Pétion Ville. Quelle ne fut pas ma stupéfaction d'apprendre que le lendemain de mon départ, soit hier soir, mon ex-domicile avait été cerné par des policiers qui me réclamaient, à l'émoi du quartier. Je ne sache pas avoir des démêlés avec votre Police et de toutes façons, j'en ai tranquillement attendu les mandataires à mon nouveau domicile. Je les attends encore après avoir d'ailleurs vaqué en ville à mes occupations ordinaires, toute la matinée de ce jourd'hui 2 juin.

Si les faits se révélaient exacts, je suis assez au courant des classiques méthodes policières pour savoir que cela s'appelle une manœuvre d'intimidation. En effet, j'habite à Pétion Ville, à proximité du domicile de Monsieur le Préfet Chauvet. On sait donc vraisemblablement où me trouver, si besoin réel en était. Aussi si cette manœuvre d'intimidation, j'ai coutume d'appeler un chat un chat, n'était que le fait de la Police subalterne, il n'est pas inutile que vous soyez informé de certains de ces procédés. Il est enseigné à l'Université Svorolovak dans les cours de technique anti-policière, que quand les Polices des pays bourgeois sont surchargées ou inquiètes, elles frappent au hasard, alors qu'en période ordinaire, elles choisissent les objectifs de leurs coups. Peut-être dans cette affaire ce principe classique s'applique-t-il, mais Police inquiète ou non, débordée ou non, je dois chercher à comprendre l'objectif réel de cette manœuvre d'intimidation.

Je me suis d'abord demandé si l'on ne visait pas à me faire quitter le pays en créant autour de moi une atmosphère d'insécurité. Je ne me suis pas arrêté à cette interprétation, car peut-être sait-on que je ne suis pas jusqu'ici accessible à ce sentiment qui s'appelle la peur, ayant sans sourciller plusieurs fois regardé la mort en face. Je n'ai pas non plus retenu l'hypothèse que le mobile de la manœuvre policière en question est de me porter à me mettre à couvert. J'ai en effet également appris dans quelles conditions prendre le maquis est une entreprise rentable pour celui qui le décide ou pour ceux qui le portent à le faire. Il ne restait plus à retenir comme explication que l'intimidation projetée visant à m'amener moi-même à restreindre ma liberté de mouvement. Dans ce cas encore, ce serait mal me connaître.

Tout le monde sait que pour qu'une plante produise à plein rendement, il lui faut les sèves de son terroir natif. Un romancier qui respecte son art ne peut être un homme de nulle part, une véritable création ne peut non plus se concevoir en cabinet, mais en plongeant dans les tréfonds de la vie de son peuple. L'écrivain authentique ne peut se passer du contact journalier des gens aux mains dures – les seuls qui valent d'ailleurs la peine qu'on se donne – c'est de cet univers que procède le grand œuvre, univers sordide peut-être mais tant lumineux et tellement humain que lui seul permet de transcender les humanités ordinaires. Cette connaissance intime des pulsations de la vie quotidienne de notre peuple ne peut s'acquérir sans la plongée directe dans les couches profondes des masses. C'est là la leçon première de la vie et de l'œuvre de Frédéric Marcelin, de Hibbert, de Lhérisson ou de Roumain. Chez eux, les gens simples avaient accès à toute heure comme des amis, de même que ces vrais mainteneurs de l'haïtianité étaient chez eux dans les moindres locatis des quartiers de la plèbe. Mes nombreux amis de par le vaste monde ont beau s'inquiéter des conditions de travail qui me sont faites en Haïti, je ne peux renoncer à ce terroir.

Egalement, en tant que médecin de la douleur, je ne peux pas renoncer à la clientèle populaire, celle des faubourgs et des campagnes, la seule payante au fait, dans ce pays qu'abandonnent presque tous nos bons spécialistes. Enfin, en tant qu'homme et en tant que citoyen, il m'est indispensable de sentir la marche inexorable de la terrible maladie, cette mort lente, qui chaque jour conduit notre peuple au cimetière des nations comme les pachydermes blessés à la nécropole des éléphants. Je connais mon devoir envers la jeunesse de mon pays et envers notre peuple travailleur. Là non plus, je n'abdiquerai pas. Goering disait une fois quand on cite devant lui le mot culture, il tire son révolver ; nous savons où cela a conduit l'Allemagne et l'exode mémorable de la masse des hommes de culture du pays des Niebelungen. Mais nous sommes dans la deuxième moitié du XXème siècle qui sera quoiqu'on fasse le siècle du peuple roi. Je ne peux m'empêcher de rappeler cette parole fameuse du grand patriote qui s'appelle le Sultan Sidi Mohamer Ben Youssef, parole qui illumine les combats libérateurs de ce siècle des nationalités malheureuses. « Nous sommes les enfants de l'avenir !», disait-il de retour de son exil en relevant son pitoyable ennemi, le Pacha de Marrakech effondré à ses pieds. Je crois avoir prouvé que je suis un enfant de l'avenir.

La limitation de mes mouvements, de mes travaux, de mes occupations, de mes démarches ou de mes relations en ville ou à la campagne n'est pas pour moi une perspective acceptable. Je tenais à le dire. C'est ce qui vaut encore cette lettre. J'en ai pris mon parti, car la Police, si elle veut, peut très bien se rendre compte que la politique des candidats ne m'intéresse pas. La désolante et pitoyable vie politicienne qui maintient ce pays dans l'arriération et le conduit à la faillite depuis cent cinquante ans, n'est pas mon fait. J'en ai le plus profond dégoût, ainsi que je l'écrivais, il y a déjà près de trois ans.

D'aventure, si, comme en décembre dernier, la douane refuse de me livrer un colis – un appareil de projection d'art que m'envoyait l'Union des Ecrivais Chinois et qu'un des nouveaux messieurs a probablement accaparé pour son usage personnel -, j'en sourirai. Si je remarque le visage trop reconnaissable d'un ange gardien veillant à ma porte, j'en sourirai encore. Si un de ces nouveaux messieurs heurte ma voiture et que je doive l'en remercier, j'en sourirai derechef. Toutefois, Monsieur le Président, je tiens à savoir si oui ou non on me refuse le droit de vivre dans mon pays, comme je l'entends. Je suis sûr qu'après cette lettre, j'aurai le moyen de m'en faire une idée. Dans ce cas, je prendrai beaucoup mieux les décisions qui s'imposent à moi à la fois en tant que créateur, que médecin, qu'homme et que citoyen.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations patriotiques et de mes sentiments distingués.

**Jacques Stéphen Alexis**

# A quand la résolution de la crise électorale ?

Depuis le 7 Décembre l'année dernière, date de la publication des résultats préliminaires des élections-farces du 28 Novembre 2010, Haïti est plongée dans une crise électorale dont l'issue est loin d'être résolue. Le Conseil Electoral Provisoire (CEP) avait annoncé le second tour de cette mascarade pour le 16 Janvier 2011. Ce second tour n'a pas eu lieu à la date annoncée et a été reporté aux calendes grecques. Les résultats du scrutin de 28 Novembre, tournés en dérision ont soulevé toutes sortes de contestations. Certains exigent purement et simplement l'annulation de cette mascarade et d'autres souhaiteraient aller au second tour, c'est le cas de trois candidats : Mirlande Hyppolite Manigat, Joseph Michel Martelly et Jude Célestin qui ont remporté la palme du scandale du 28 Novembre. Chacun des coquins (René Préval et sa Plateforme INITE, la communauté Internationale et ses larbins, dissimulés derrières la dite société civile) a essayé de piper les dés en sa faveur. Le jeu s'annonçait violent et en fait a déjà fait couler du sang, et depuis la situation a complètement dégénéré.

René Préval, de tout temps soumis à l'international a fait appel à une Commission de vérification et d'évaluation de l'OEA pour faire le jour sur les résultats proclamés par le CEP le 7 Décembre 2010. L'OEA a alors mandé une Commission d'experts et techniciens électoraux, composée de 9 représentants dont quatre des Etats-Unis : Robert Donovan, Jeff Fisher, Fritz Scheuren et Steven Griner ; deux de la France : Marie Violette César et Marguerite Garcia ; un Canadien, Martin Nadon ; un Jamaïcain, Danville Walker et un Chilien, Alex Bravo. Cette commission a remis son rapport au chef de l'Etat René Préval le 13 Janvier dernier et l'a ensuite acheminé au CEP. A noter avant même la remise de ce rapport, les conclusions et recommandations étaient déjà connues du public. Certains ont parlé de fuite, d'autres d'un fait exprès juste pour influencer toute probable décision contraire. Les conclusions de ce rapport n'étaient pas favorables au candidat du pouvoir, Jude Célestin qui semblerait vouloir se retirer définitivement de ce jeu macabre.



**Le Candidat du pouvoir Jude Célestin**

Entre-temps, la Plateforme politique de René Préval, INITE multiplie les rencontres pour définir d'autres stratégies face au rejet son candidat Jude Célestin. Le coordonnateur de cette Plateforme, le sénateur Joseph Lambert, a confirmé la tenue d'une réunion le vendredi 21 Janvier à Port-au-Prince, au cours de laquelle la question du retrait de la candidature Jude Célestin a été éventuellement évoquée. Mais selon Joseph Lambert, on doit attendre en dernier ressort, le verdict du CEP. *« Il a été décidé que la loi électorale soit appliquée et que la phase contentieuse aboutisse jusqu'au verdict du Tribunal électoral. »* Le CEP Prévoie la publication des résultats définitifs de la farce du 28 Novembre entre le 31 Janvier et le 2 Février 2011.

Ce lundi 24 Janvier, une réunion s'es tenue au siége du CEP entre les autorités électorales haïtiennes et les représentants de la communauté internationale. Sur la liste des participants figuraient : le représentant du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, Edmond Mulet ; l'ambassadeur des Etats-Unis, Kenneth Merten ; la représentante de l'Union Européenne, Lut Faber Gossens ; de l'Espagne, Juan Fernandez Trig ; du Brésil, Igor Kimpman et de l'ambassadeur français, Didier Le Bret. A la sortie de cette réunion, Edmond Mulet a déclaré : *« Les recommandations de la mission de l'OEA montrent le chemin à suivre pour sortir de cette impasse. C'est aux autorités, c'est au CEP d'appliquer ou pas ces recommandations, mais c'est une voie à suivre et que nous souhaitons. La communauté internationale n'appuie pas, ne soutient pas, n'accompagne pas la possibilité d'une annulation des élections. »*

Quant à Kenneth Merten, il a ajouté : *« Nous voulons simplement que la volonté du peuple haïtien soit respectée et nous sommes certainement pour la poursuite des élections. »* Kenneth Merten a-t-il oublié que le 29 Février 2004 son pays n'a pas respecté la volonté de la plus grande majorité du peuple haïtien qui a élu le président Jean Bertrand Aristide à la première Magistrature du pays ? A rappeler qu'après la remise du rapport de l'OEA au chef de l'Etat haïtien, René Préval, l'ambassadeur français en Haïti, Didier Le Bret a averti les autorités haïtiennes de la manière la plus insultante en se comportant comme étant un néo-colon. La réaction contraire serait considérée comme un manque de respect à la communauté hémisphérique. S'il y avait un Conseil électoral digne de ce nom et des institutions fortes on n'en serait pas là.

Un peu plus près de nous, en République Dominicaine, lors d'une conférence de presse conjointe des deux présidents de l'Ile, à l'issue d'une réunion bilatérale, le samedi 22 janvier dernier, le premier mandataire dominicain Leonel Fernandez lui aussi s'est prononcé sur la crise électorale qui sévit en Haiti. : *« Nous avons échangé avec le président Préval quelques idées qui peuvent aider à résoudre la crise électorale en Haïti, sur les pièges et les défis auxquels Haïti fait face dans le processus légitime et la façon d'éviter un vide de pouvoir. Le Conseil Electoral haïtien à jusqu'au 31 Janvier pour annoncer sa décision sur les résultats des élections et les vérification faites par l'OEA pour ensuite déterminer s'il y aura un second tour. »* Fernandez a parlé pour René Préval qui ne sait plus quoi dire et que faire pour résoudre ce problème tout en s'accrochant à son 14 mai 2011.

Dans l'intervalle, des rumeurs persistent dans divers milieux politiques portant sur l'annulation de la mascarade du 28 Novembre 2010.

Somme toute, le retrait de Jude Célestin de fait ou de droit, sous de fortes pressions de l'International aboutira-t-il à l'annulation du scrutin contesté à la base du 28 Novembre ou à l'application des conclusions et recommandations du rapport de l'Organisation des Etats américains (OEA) selon les souhaits de la communauté internationale ?


**Le sénateur Joseph Lambert de l'INITE**

Dans le dernier cas de figure, René Préval et son équipe auront été pris à leur propre piège, en acceptant toutes sortes d'ingérences de la communauté internationale dans les affaires du pays.

Depuis l'ouverture du processus électoral en Haïti, Edmond Mulet était toujours le premier à annoncer de nouvelles dates pour faire avancer le processus. Aujourd'hui, encore une fois, Edmond Mulet promet un nouveau calendrier pour le second tour sans Jude Célestin. *« Le Conseil électoral provisoire nous a donné un projet de calendrier. Il sera approuvé aujourd'hui ou demain et doit être publié dans les prochains jours. Nous avons des réunions régulières avec les conseillers électoraux et le directeur, général pour continuer à aider dans ce processus »*, a révélé le représentant des forces d'occupation de l'ONU en Haïti, Edmond Mulet, qui paraissait très agressif après le constat d'échec de la communauté internationale dont il est le représentant officiel.

A différents égards, après la publication du rapport de l'OEA portant sur la vérification des procès-verbaux, le gouvernement Préval/Bellerive a totalement perdu tout contrôle du processus. La communauté Internationale a tout pris en main pour imposer sa volonté au peuple haïtien, pour continuer de geler le pouvoir et de transformer les Haïtiens en prisonniers dans leur propre pays.







*continued from p(9)*

Soleil. Attacking in the middle of the night with helicopters, tanks and ground troops, the Brazilian-led operation fired tens of thousands of bullets and dropped bombs, killing and wounding many dozens of innocent civilians, including children and infants.

Later that month, Heleno was cycled out of Minustah and replaced by 57-year-old General Urano Teixeira da Matta Bacellar. Like Heleno, Bacellar was reluctant to use force in Haiti's shanty towns. But pressure from Washington for "*robust*" action continued, and in late December 2005, "*Bacellar had tense meetings with UN and coup regime officials and the right-wing business elite,*" reported the Haiti Action Committee at the time:

"*They reportedly put 'intense pressure' on the general, 'demanding that he intervene brutally in Cité Soleil,' according to AHP. This coincided with a pressure campaign by Chamber of Commerce head Reginald Boulos and sweatshop kingpin Andy Apaid, leader of Group 184 [the civic front that took part in the 2004 coup against Aristide]. Last week, Boulos and Apaid made strident calls in the media for a new UN crackdown on Cité Soleil.*"

On 6 January 2006, Minustah's then civilian chief, Chilean Juan Gabriel Valdès, said that UN troops would "*occupy*" Cité Soleil, which UN troops already surrounded.

"*We are going to intervene in the coming days,*" Valdès said. "*I think there'll be collateral damage but we have to impose our force, there is no other way.*"

But some UN officials said that Bacellar "*had opposed Valdès' plan*", according to Reuters. "*The general had insisted that his job was to defend the Haitian constitution, but not to fight crime,*" the Independent of 9 January reported.

Then, on 7 January 2006, General Bacellar was found dead in his suite at Pétionville's deluxe Montana Hotel, a bullet through his head. He had been sitting in a chair on his balcony, apparently reading. Initially, Brazilian army officials called the shooting a

*continued on p(18)*

# Il est temps de faire quelque chose !

Par Fidel CASTRO

Je vais faire un peu d'histoire. Quand les Espagnols nous « découvrirent » voilà cinq siècles, la population estimée de l'île ne dépassait pas deux cent mille habitants qui vivaient en équilibre avec la Nature et dont les sources d'alimentation principales étaient les cours d'eau, les lacs et la mer, riches en protéines. Ils pratiquaient par ailleurs une agriculture rudimentaire qui leur procurait des calories, des vitamines, des sels minéraux et des fibres.

Ils produisaient aussi dans certaines régions de Cuba de la cassave, une sorte de galette de manioc. Des fruits et de petits animaux sauvages complétaient leur régime alimentaire. Ils fabriquaient des boissons à partir de produits fermentés et ils apportèrent à la culture mondiale la coutume, en rien salutaire, du tabac.

Cuba compte peut-être environ soixante fois plus d'habitants qu'alors. Bien que les Espagnols se soient mêlés à la population autochtone, ils l'exterminèrent pratiquement à force de travail semi-servile dans les champs et de recherche de l'or dans les sables des cours d'eau.

Les autochtones furent remplacés par des Africains importés, capturés de force et réduits en esclavage, une pratique cruelle qui dura des siècles.

Les habitudes alimentaires qui se créèrent alors furent très importantes pour notre existence. Nous fûmes convertis en consommateurs de viande de porc, de bovin et d'ovin, de lait, de fromage et d'autres dérivés, de blé, d'avoine, d'orge, de riz, de pois chiches, de haricots, de petits pois et d'autres légumineuses provenant de climats différents. Nous disposions à l'origine du maïs, et la canne à sucre fut introduite parmi les plantes les plus riches en calories.

Les conquistadores apportèrent le café d'Afrique, et le cacao vraisemblablement du Mexique. Tous deux, de pair avec le sucre, le tabac et d'autres produits tropicaux, devinrent une source de revenus énorme pour la métropole après que les esclaves d'Haïti se furent soulevés au début du XIXe siècle.

Le système de production esclavagiste dura de fait jusqu'à ce que l'Espagne, que les Cubains avaient vaincue au terme d'une guerre cruelle et extraordinaire, eût cédé la souveraineté de Cuba aux États-Unis. Au triomphe de la Révolution en 1959, notre île était une vraie colonie yankee. Les États-Unis avaient désarmé notre Armée de libération après l'avoir bernée. Il n'existait pas d'agriculture développée, mais d'immenses plantations exploitées à partir du travail humain et animal et n'utilisant généralement pas d'engrais et de machines. Les grandes sucreries appartenaient aux Étasuniens ; certaines comptaient plus de cent mille hectares de terres, d'autres des dizaines de milliers. Au total, plus de cent cinquante sucreries, y compris celles de propriété cubaine, fonctionnaient moins de quatre mois par an.

Durant les deux grandes guerres mondiales, les États-Unis reçurent leur sucre de Cuba ; ils avaient aussi accordé à notre pays des contingents d'exportation sur le marché, de pair avec des engagements commerciaux et des limitations de notre production agricole, alors qu'ils fabriquaient pourtant une partie de ce sucre. D'autres branches décisives de l'économie, comme les ports et les raffineries de pétrole, leur appartenaient aussi, ainsi que les grandes banques, les centres industriels, les mines, les ports, les lignes maritimes et ferroviaires, et des services publics aussi vitaux que l'électricité et le téléphone.

À bon entendeur, salut.

Quoique les besoins en productions de riz, de maïs, de lipides, de grains et d'autres aliments aient été importants, les États-Unis imposaient des limites à toute production qui fît concurrence à la leur, dont le sucre de betterave subventionné.

En matière de production alimentaire, un petit pays, tropical, à longue saison des pluies et soumis aux cyclones, dépourvu de machines, de systèmes de retenue d'eau et d'irrigation, et d'équipements adéquats, ne pouvait pas, bien entendu, disposer des ressources suffisantes ni se mettre en conditions de concurrencer les productions mécanisées de soja, de tournesol, de maïs, de légumineuses et de riz des États-Unis, voire de produire certaines comme le blé et l'orge.




**Tous les gouvernements complices des crimes des USA contre Cuba sont passés, et notre Révolution est toujours debout**

Il est vrai que la Révolution cubaine n'a pas joui d'une seule minute de paix. Dès que la réforme agraire fut décrétée, à peine cinq mois après la victoire, les États-Unis entreprirent leurs programmes de sabotages, d'incendies, d'obstructions et de produits chimiques nocifs contre le pays, et même d'introduction de vecteurs contre des productions vitales, voire contre la santé humaine.

Mais ils firent l'erreur de sous-estimer notre peuple et sa décision de lutter pour ses droits et son indépendance. Aucun de nous ne possédait alors, bien entendu, l'expérience qui a été le fruit de longues années : nous partions d'idées justes et d'une conception révolutionnaire. Notre principale erreur d'idéalisme fut peut-être de penser qu'il existait dans le monde une quantité donnée de justice et de respect du droit des peuples ; en fait, il n'en existe aucune. Mais nous ne pouvions pas faire dépendre notre décision de lutte de cette vérité-là.

La première tâche qui concentra nos efforts fut de préparer le pays à la lutte qui venait. L'expérience acquise durant la bataille héroïque contre la tyrannie de Batista nous disait que l'ennemi, si fort qu'il soit, ne pourrait pas vaincre le peuple cubain.

La préparation du pays à la lutte devint le principal effort du peuple, jalonnée d'épisodes aussi décisifs que la bataille contre l'invasion mercenaire organisée en avril 1961 par les États-Unis et ayant débarqué à Playa Girón, escortée par leur marine et leur aviation. Incapables de se résigner à l'indépendance de Cuba et à l'exercice de ses droits souverains, l'administration étasunienne décida d'envahir notre territoire. L'Union soviétique n'avait eu absolument rien à voir avec le triomphe de la Révolution cubaine qui devint socialiste, non à cause de son soutien, mais à l'inverse : l'URSS nous appuya parce que la Révolution s'était dite socialiste. Cela est si vrai que, l'URSS disparue, Cuba reste socialiste.

L'URSS avait appris que Kennedy tenterait de recourir avec Cuba à la même méthode que contre la Hongrie, ce qui explique les erreurs que Khrouchtchev commit durant la crise des Fusées et que je fus contraint de critiquer. Mais Khrouchtchev ne fut pas le seul à se tromper ; Kennedy se trompa aussi : Cuba n'avait rien à voir avec l'histoire de la Hongrie et l'URSS n'avait rien à voir avec la Révolution cubaine qui est le fruit unique et exclusif de la lutte de notre peuple. Le seul geste solidaire de Khrouchtchev fut d'envoyer des armes à Cuba quand elle était menacée par l'invasion des mercenaires qu'organisèrent, entraînèrent, armèrent et transportèrent les États-Unis. Sans ces armes, notre peuple aurait de toute façon vaincu les forces mercenaires, de même qu'il vainquit l'armée de Batista et s'empara de tout son équipement militaire, soit cent mille armes. Si les USA avaient envahi Cuba directement, notre peuple serait toujours en train de se battre contre leurs soldats qui auraient dû faire face sûrement à des millions de Latino-Américains. Les États-Unis auraient commis la pire erreur de leur histoire, et l'URSS existerait peut-être encore.

C'est quelques heures avant l'invasion de Playa Girón, après que des avions étasuniens peints à nos propres couleurs eurent bombardé par surprise nos bases aériennes, que la Révolution s'affirma socialiste, et c'est pour le socialisme que notre peuple engagea cette bataille qui est passée à l'histoire comme la première victoire sur l'impérialisme en Amérique.

Dix présidents sont passés depuis à la Maison-Blanche, le onzième en est actuellement le locataire, et la Révolution socialiste est toujours debout. Tous les gouvernements complices des crimes des USA contre Cuba sont aussi passés, et notre Révolution est toujours debout. L'URSS a disparu, et notre Révolution va de l'avant.

Elle n'est pas allée de l'avant avec la permission des USA, mais en butte à leur blocus cruel et impitoyable ; à des actes terroristes qui ont tué et blessé des milliers de personnes, et dont les auteurs jouissent aujourd'hui dans ce pays de l'impunité la plus totale, tandis que des militants antiterroristes cubains y ont été condamnés à perpétuité ; à une loi dite d'Ajustement cubain qui offre entrée, séjour et emploi aux USA à tout Cubain, notre pays étant le seul au monde dont les citoyens jouissent d'un tel privilège, qui est refusé par exemple aux Haïtiens, malgré le séisme qui a ravagé leur pays et tué plus de trois cent mille personnes, et au reste des habitants de ce continent que l'Empire persécute et expulse. Néanmoins la Révolution cubaine est toujours debout. Cuba est le seul pays de la planète que les Étasuniens ne peuvent visiter, mais sa Révolution est pourtant toujours debout, à seulement cent cinquante kilomètres des USA, livrant sa lutte héroïque.

Nous avons commis des erreurs, nous les révolutionnaires cubains, et nous continuerons d'en commettre, mais nous ne commettrons jamais celle de trahir.

Nous n'avons jamais choisi l'illégalité, le mensonge, la démagogie, la tromperie du peuple, la simulation, l'hypocrisie, l'opportunisme, les pots-de-vin, l'immoralité totale, l'abus du pouvoir, voire les crimes et les tortures répugnants, toutes pratiques qui, sauf exceptions d'autant plus méritoires qu'elles sont rares, ont caractérisé la conduite des présidents étasuniens.

L'humanité fait face aujourd'hui à de graves problèmes, à des problèmes sans précédents. Le pire, c'est que les solutions dépendront en grande partie des pays les plus riches et développés qui en sont arrivés au point qu'ils ne pourront les appliquer sans voir s'effondrer le monde qu'ils se sont efforcés de façonner au profit de leurs intérêts égoïstes et qui conduit inévitablement à la catastrophe.

Je ne parle déjà plus de guerres, dont des gens sages et brillants, beaucoup des USA, ont su faire connaître les risques et les conséquences.

Je veux parler de la crise alimentaire provoquée par des faits économiques et par des changements climatiques devenus apparemment irréversibles à cause de l'action de l'homme, mais avec lesquels celui-ci a le devoir, en faisant preuve d'intelligence, de se colleter au plus vite.

Certes, des années durant, on a parlé de cette question. Pourtant, le plus gros émetteur de gaz polluants au monde, les États-Unis, refusait systématiquement de tenir compte de l'opinion mondiale. Indépendamment du protocole et des autres idioties typiques des hommes d'État des sociétés de consommation qui, une fois arrivés au pouvoir, sont tourneboulés d'ordinaire par l'influence des médias, le fait est qu'ils n'ont prêté guère d'attention à ce point. Un alcoolique aux problèmes bien connus - à quoi bon le nommer ! - imposa sa ligne de conduite à la communauté internationale.

Les problèmes ont pris soudainement corps à travers des phénomènes qui se répètent sur tous les continents : canicules, incendies de forêts, pertes de récoltes en Russie, assorties de nombreuses victimes ; changement climatiques, excès de précipitations ou sécheresses en Chine ; pertes progressives des

*Suite à la page (16)*

# 2006-2011: ces cinq années qui ont changé la Bolivie

**Par Bernard Perrin**

Plus rien ne sera comme avant. Depuis l'arrivée d'un indigène socialiste à la tête de la Bolivie, le pays s'est réconcilié avec ses institutions. Mais les transformations sociales et économiques sont encore balbutiantes.

Il fut berger de lamas à plus de 4000mètres d'altitude, dans le froid de l'Altiplano. Quatre de ses six frères et soeurs sont morts avant l'âge de 5ans, victimes des terribles conditions de vie dans les campagnes. Comme la grande majorité de ses compatriotes, il a longtemps souffert du mépris, des insultes et de la ségrégation de la part des élites blanches ou métisses. Mais, depuis cinq ans, depuis le jour historique du 22 janvier 2006, Evo Morales est le premier président indigène de Bolivie.«*Oui, la Bolivie a profondément changé en cinq ans!*» Andrés Gomez, un indigène quechua du nord de Potosi, devenu directeur de la chaîne de radio nationale Erbol, n'hésite pas une seconde: «*Si notre pays a vécu une révolution historique depuis 2006, c'est avant tout celle de l'inclusion. Les indigènes, considérés pendant cinq cents ans comme des retardés, exclus de la vie publique et politique, sont aujourd'hui fiers de leurs origines et occupent une place dans la société, jusqu'au fauteuil présidentiel.*»

C'est certainement ce que retiendra l'histoire de l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales: «*La démocratie aujourd'hui concerne tous les Boliviens, elle s'est étendue à tous les secteurs sociaux historiquement exclus. Un peuple peut vraiment prendre son destin en main lorsqu'il affirme son estime propre, qu'il sort de la dépendance, de la colonisation. Alors tous les rêves peuvent se concrétiser*», poursuit Andrés Gomez.



Evo Morales le premier président indigène de Bolivie

**Un parlement enfin représentatif**

Dans la Bolivie d'Evo Morales, le mot «indio» n'est plus un gros mot, il est au contraire synonyme d'orgueil, de dignité, d'opportunité, d'ascension sociale. Une vue «aérienne» du nouveau parlement plurinational remplace d'ailleurs tous les discours. La cravate occidentale a cédé sa place aux bonnets andins, aux casques de mineurs et aux chapeaux ronds des femmes indigènes de l'Altiplano. «*La recomposition des élites a été profonde. La Bolivie politique aujourd'hui correspond enfin à la Bolivie réelle*», commente Pablo Stefanoni, directeur du Diplo, l'édition bolivienne du Monde diplomatique.

La Constitution reconnaît également pour la première fois après cinq siècles de colonisation la majorité indigène, qui s'exprime à travers trente-six ethnies différentes. Ce sont autant de cultures, de modes de vie, de systèmes économiques ou judiciaires, ou encore de langues, qui font désormais partie de la mosaïque bolivienne.

**Quelle nationalisation?**

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales marque aussi le retour de l'Etat, qui avait disparu au début des années 1990. Un retour symbolisé par la nationalisation des hydrocarbures en mai 2006. Mais cette «seconde révolution», qui a principalement consisté à renégocier avec les transnationales les dividendes pétroliers, divise au sein même des partisans du gouvernement.

L'ancien ministre des Hydrocarbures Andrés Soliz Rada est l'un des plus sévères. A ses yeux, la nationalisation aurait dû être beaucoup plus radicale: «*Le décret prévoyait de récupérer la propriété, la possession et le contrôle total et absolu des hydrocarbures. Il n'était certes pas possible d'expulser les transnationales, sous peine de paralyser la production et le pays. Mais de là à considérer, comme Evo Morales le fait actuellement, que la nationalisation peut être une soumission à Petrobras et aux autres entreprises étrangères, c'est une grave erreur.*»

Un point de vue que ne partage pas Andrés Gomez: «*Aujourd'hui, dans une économie globalisée, il n'est pas possible d'aller plus loin. Certes nous avons échoué pour ce qui est de nous affranchir de la dépendance vis-à-vis des transnationales. Mais la relation s'est équilibrée entre l'Etat et les entreprises étrangères. Avant cela, il ne faut pas l'oublier, il y avait un véritable Etat pétrolier (référence à l'expression République bananière, ndlr) en Bolivie, aujourd'hui ce n'est plus le cas.*»

**Bureaucratie et corruption**

Pablo Stefanoni, lui, regrette que l'Etat n'ait pas pu renforcer l'entreprise nationale d'hydrocarbures YPFB, pour en faire l'acteur majeur de l'exploitation du gaz naturel et du pétrole: «*La nationalisation n'a de sens que si une entreprise étatique solide peut investir et prendre en main la production et la vente des ressources naturelles. Mais YPFB n'y est jamais parvenue, minée par la mauvaise gestion, la bureaucratie et la corruption à tous les niveaux.*»

La Bolivie «socialiste et souveraine» d'Evo Morales repose donc encore et toujours sur les transnationales des hydrocarbures et n'a pas soldé sa dépendance historique à l'égard du capital transnational. Du coup, ce pays au sous-sol si riche doit importer une grande partie des carburants qu'il consomme. La faute notamment à l'absence d'industrialisation du secteur pétrolier.

**Politique sociale**

De quoi faire fulminer un des leaders de la mobilisation populaire d'octobre 2003, Carlos Rojas: «*Les entreprises pétrolières ont le contrôle de notre production et décident selon leurs intérêts d'investir ou non, dans les pures règles du capitalisme qu'on combattait dans les rues!*»

Auteur du livre «Bolivia en los tiempos de Evo», Hugo Moldiz refuse pourtant de juger si sévèrement la nationalisation: «*Elle a permis d'augmenter les réserves internationales nettes à 10milliards de dollars, elle a permis d'instaurer la Renta Dignidad, une retraite universelle pour toutes les personnes de plus de 60ans et d'autres allocations pour les écoliers et les femmes enceintes notamment, ce qui permet de pallier les inégalités sociales. Evo Morales a réussi à mettre en place ces mécanismes de redistribution de la richesse grâce à la nationalisation. Résultat: selon l'ONU, cinq cent mille personnes seraient sorties de l'extrême pauvreté depuis 2006!*»

**L'éducation pour le futur**

Mais, au final, malgré une meilleure redistribution des richesses issues de la rente pétrolière, l'Etat bolivien souffre encore et toujours de sa faiblesse historique: une capacité de gestion publique très limitée. «*C'est l'énorme problème du gouvernement d'Evo Morales, qui peine à passer des discours politiques à l'exécution technique sur le terrain. Il manque une bureaucratie réellement formée, des fonctionnaires et des techniciens compétents*», note Pablo Stefanoni.

Les réformes essentielles sont donc encore en chantier. Mais, approuvée récemment, la nouvelle Loi sur l'éducation nationale unique, qui propose une réforme profonde, à la fois décolonisatrice et productiviste, sera peut-être la troisième révolution, celle assurant réellement un futur souverain aux nouvelles générations et garantissant la refondation définitive de la Bolivie.

**Le courrier 22 Janvier 2011**

# Il est temps de faire quelque chose !

*Suite de la page (14)*

réserves d'eau dans l'Himalaya, qui menacent l'Inde, la Chine, le Pakistan et d'autres pays ; pluies excessives en Australie qui ont inondé presque un million de kilomètres carrés ; vagues de froid insolites et hors saison en Europe, avec de graves conséquences pour l'agriculture ; sécheresses au Canada ; vagues de froid inhabituelles dans ce pays et aux USA ; pluies sans précédents en Colombie, qui ont touché des millions d'hectares de terres arables ; précipitations jamais vues au Venezuela ; catastrophes pour pluies excessives dans les grandes villes du Brésil et sécheresses dans le Sud. Il n'existe pratiquement aucune région au monde qui ait été à l'abri de faits semblables.

Les productions de blé, de soja, de maïs, de riz et d'autres nombreuses céréales et légumineuses constituant la base alimentaire du monde - dont la population se monte aujourd'hui à presque 6,9 milliards d'habitants, et frôle donc presque le chiffre inouï de sept milliards, mais compte aussi plus d'un milliards d'affamés et de dénutris - sont sérieusement touchés par les changements climatiques, ce qui crée un problème gravissime dans le monde. Tandis que les réserves ne se sont pas encore récupérées totalement - ou alors en partie seulement - pour certains produits, une grave menace engendre d'ores et déjà des problèmes dans de nombreux États qu'ils déstabilisent. Plus de quatre-vingts pays, tous du Tiers-monde, déjà en proie à des difficultés réelles, sont menacés de véritables famines.

Je me bornerai à résumer les déclarations et les rapports apparus ces derniers jours : « 11 janvier 2011 (AFP). L'ONU lance une alerte au sujet du risque d'une nouvelle crise alimentaire : "La situation est très tendue", a estimé la FAO. Environ quatre-vingts pays font face à un déficit d'aliments L'indice mondial des cours des produits agricoles de base (céréales, viande, sucre, oléagineux, produits lactés) a atteint son plafond depuis que la FAO a commencé à l'élaborer voilà vingt ans. »

« NATIONS UNIES, janvier (IPS) : L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont le siège est à Rome, a averti la semaine dernière que les cours mondiaux du riz, du blé, du sucre, de l'orge et de la viande ont enregistré des hausses significatives en 2011 »

« PARIS, 10 janvier (Reuters). Le président français, Nicolas Sarkozy, conduira cette semaine à Washington sa campagne contre les cours élevés des aliments »

« BÂLE, 10 janvier (EFE). Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, porte-parole des gouverneurs des banques centrales du Groupe des 10 (G-10), a alerté aujourd'hui au sujet de la forte hausse des cours des aliments et de la menace inflationniste qu'elle impliquait dans les économies émergentes. »

« 15 janvier (BBC). La Banque mondiale redoute une crise du cours des aliments : Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a affirmé à la BBC que la crise serait plus grave qu'en 2008. »

« MEXICO, 7 janvier (Reuters). Le rythme de l'inflation annuelle des aliments a triplé au Mexique en novembre par rapport aux deux mois précédents. »

« WASHINGTON, 18 janvier (EFE). Selon une étude, les changements climatiques aggraveront la carence d'aliments. "Depuis plus de vingt ans, les scientifiques lancent des cris d'alerte au sujet des retombées des changements climatiques, mais rien ne change, si ce n'est l'augmentation des émissions provoquant le réchauffement mondial", a affirmé à EFE Liliana Hisas, directrice exécutive de la filiale étasunienne de l'Universal Ecological Fund. Osvaldo Canziani, prix Nobel de la paix en 2007 et conseiller scientifique du rapport, a affirmé : "On enregistrera dans le monde entier des épisodes météorologiques et des conditions climatiques extrêmes, dont l'intensité sera exacerbée par la hausse de la température moyenne à la superficie". »

« 18 janvier (Reuters). L'Algérie achète du blé pour éviter des pénuries et des troubles. L'agence publique des grains algérienne a acheté environ un million de tonnes de blé ces deux dernières semaines pour éviter une pénurie en cas de troubles, a affirmé à Reuters une source du ministère de l'Agriculture. »

« 18 janvier (Reuters). Les cours du blé flambent à Chicago après les achats algériens. » « El Economista, 18 janvier 2001. Alerte mondiale au sujet des cours des aliments. Parmi les principales causes, on trouve les inondations et les sécheresses causées par les changements climatiques, l'utilisation d'aliments pour produire des biocarburants et la spéculation concernant les cours des produits de base. »

Les problèmes sont dramatiques, mais tout n'est pas encore perdu. La production mondiale de blé s'est montée à presque 650 millions de tonnes.

Celle de maïs frôle les 770 millions. Celle de soja pourrait presque atteindre 260 millions de tonnes, dont 92 aux USA et 77 au Brésil, les deux plus gros producteurs.

On connaît en général les chiffres de graminées et de légumineuses qui seront disponibles en 2011. La première chose que devra faire la communauté mondiale, c'est choisir entre les aliments et les biocarburants, en compensant bien entendu le Brésil, un pays en développement.

Si les millions de tonnes de soja et de maïs utilisés pour fabriquer des biocarburants étaient consacrés à la production d'aliments, la flambée des prix s'arrêterait, et les scientifiques du monde pourraient alors proposer des formules à même en quelque sorte d'enrayer, voire d'inverser la situation.

On a perdu trop de temps. Il est temps de faire quelque chose.

**Fidel Castro Ruz**
**Le 19 janvier 2011**
**Traduction J-F Bonaldi, La Havane**

*Suite de la page (8)*

éviter les morts dans ces peuplades qui sont les moins protégées et les plus vulnérables. Aujourd'hui, nous comptons 47 GPA qui vont dans des endroits où on n'avait avant jamais su ce qu'était un médecin.

La Brigade Médicale Cubaine a assisté, aujourd'hui 14 Janvier 2011, 57 925 malades du choléra, elle a rapporté et déploré 270 morts (dont 41 mineurs de moins de 15 ans) pour un taux de mortalité qui a baissé progressivement jusqu'à 0,47 %. Le plus bas de tous ceux obtenus par les coopérants, y compris les forces du MSPP - H! (...) Aujourd'hui, alors que certains partenaires de la coopération (ONGs) annoncent leur retrait en Février prochain, Cuba certifie qu'elle restera là tant que l'épidémie ne sera pas contrôlée.

Nous déplorons l'épidémie, les morts, qui signifient pour ce pauvre pays une tragédie de plus. Il n'y a pas de meilleure façon d'aider ce peuple aujourd'hui que de combattre l'épidémie. Laquelle constitue en plus une menace pour les Caraïbes, les Amériques et jusqu'à l'Europe. Il faut se rappeler que les pays riches de ce monde ont des quartiers de pauvres, où tous n'ont pas accès à l'eau potable, et encore moins aux services médicaux.

Je me souviens alors d'une parole de notre héros national José Marti: « Avec les pauvres de la terre je veux lier mon sort... »

**Source: cubadebate**
**Traduction : Alma CSL 21 janvier 2011**



*Suite de la page (7)*

souhaitait l'entendre à la suite d'anciennes plaintes déposées pour corruption et blanchiment d'argent. La nouvelle de l'arrestation de Baby Doc a fait le tour de la ville. Mais quelques heures plus tard, plus discrètement, il sortait du tribunal, libre, « à la disposition de la justice ». « Coup de bluff, commente Camille Leblanc, avocat et ancien ministre de la justice. La Cour de cassation a depuis longtemps annulé ces plaintes, et en Haïti, la prescription couvre celles qui ont été déposées pour crime contre l'humanité. Bref, il profite du système judiciaire que lui et son père ont mis en place. » Voilà donc Baby Doc libre, sûr de lui au point de claironner son envie de servir son pays et de participer à la vie politique, histoire de brouiller un peu plus les cartes. Libre aussi de profiter de son billet de retour sur un vol Air France prévu pour le 20 janvier. Et surtout capable d'envoyer le message attendu par les banques suisses : rien de sérieux n'est retenu contre lui par la justice haïtienne. Les millions sont désormais à portée de main.

Une question demeure cependant. A entendre les responsables politiques locaux comme les autorités internationales, le retour de Baby doc sur son sol natal a été une surprise totale. Comme s'il s'agissait d'une initiative strictement privée. La preuve, il n'aurait pas pris un vol direct depuis Paris supposant une escale à Point-à-Pitre, mais aurait effectué un périple compliqué avant de repartir de Guadeloupe. Selon les informations que Marianne a pu recueillir, dès le 10 janvier, des responsables politiques locaux ont été avertis du retour de l'ancien président à vie prévu pour le 12 janvier, date du premier anniversaire du tremblement de terre. Il y a finalement renoncé, préférant le 16, jugeant sans doute l'opération de communication indécente ce jour-là. D'où une question : comment les autorités internationales, à commencer par la France, pays où Duvalier réside, ont-elles pu ignorer ce que les réseaux haïtiens parisiens savaient avec précision ? L'ambassadeur de France en Haïti, Didier le Bret qui nous a reçu, dément toute implication dans l'affaire. « Comment l'Etat français aurait-il pu donner l'impression d'agir en puissance postcoloniale cherchant à peser sur un processus électoral », assure-t-il. Impensable en effet…

**Marianne 21 Janvier 2011**

*Suite de la page (5)*

semi-automatique Intratec TEC-DC9, un fusil calibre 12 à canons juxtaposés Stevens 311D, différents couteaux, un fusil à pompe Savage-Springfield 67H calibre 12, une carabine Hi-Point 995 calibre 9 mm. Et un grand nombre de bombes dans des sacs à dos et sacs de sport. Harris avait publié en 1997 une liste des personnes à abattre en premier au lycée de Columbine. Michael Guerra, l'adjoint du shérif du comté mis au courant rédigea un rapport qui resta lettre morte et dont on n'apprit l'existence que deux ans après le massacre.

En mars 2005, un lycéen de 16 ans tuait 9 personnes, dont 5 adolescents, un enseignant et un vigile dans le collège d'une réserve indienne à la Red Lake High School, dans le Minnesota puis se suicidait. Auparavant, le tireur avait d'abord abattu ses grands-parents à leur domicile. Il avait en sa possession un revolver de calibre 22, un revolver Glock 23, calibre 40, et un fusil à pompe Remington calibre 12. Le 14 février 2008, en pleine campagne électorale, Steven Kazmierczak étudiant en sociologie abattait six étudiants à la Northern Illinois University à DeKalb, Illinois et en blessait grièvement 18. Il s'est suicidé après la fusillade. Il était armé d'un fusil de chasse Remington 870 et de trois revolvers, un Glock calibre9 mm, un Sig Sauer de 9 mm, et un Hi-Point calibre 380.

La plus sanglante fusillade de l'histoire des Etats-Unis a été commise le 16 avril 2007 à l'université polytechnique de l'Etat de Virginie. L'auteur de la fusillade, un étudiant coréen de 23 ans, Seung-Hui Cho, abattait 32 personnes. Il avait donné de nombreux signes de déséquilibre mental et effectué un séjour en hôpital psychiatrique un an plus tôt. L'assassin avait pu se procurer deux pistolets semi automatiques légalement, un revolver Walther P22, et un Glock 19 de calibre 9 mm, alors qu'il avait fait l'objet d'une décision de justice en 2005 le déclarant «*un danger pour les autres et lui-même*». A Binghamton, NY, en avril 2009, un Vietnamien, Jiverly Voong, a fait irruption dans un centre d'aide aux immigrés. Il a tué 13 personnes rassemblées dans une salle de classe, avant de se suicider. Il était en possession d'un Beretta calibre 45 et d'un autre Beretta calibre 9 mm. (NYTimes 3 avr. 2009).

Le rituel funèbre qui accompagne ces fusillades de masse est bien connu. Au moment des massacres, c'est tout un *vatevyen*, un déploiement de policiers armés jusqu'aux dents, d'ambulances «sirènantes», de «braves» sapeurs-pompiers et de journalistes friands de cris perçants, de contorsions causées par le choc, de chaos, de sang et de reportages à chaud. Le lendemain de ces massacres, le président, les gouverneurs, les sénateurs, les représentants, les maires et autres autorités «constipées» se rendent sur les lieux pour «offrir leurs condoléances et prières». Des vigiles s'organisent. On érige des mémoriaux. Les parents et amis des disparus s'étreignent. On se questionne sur les mobiles du cinglé ou des cinglés (cas de Columbine). Tout le monde est consterné, dévasté, les politiciens surtout, alors qu'ils savent qu'après avoir essuyé leurs larmes de crocodile ils ne vont donner aucune suite conséquente à leurs prières. Même dans la douleur ces politiciens sont imbattables.

C'est sûr que de tout coeur nous souhaitons un prompt et entier rétablissement à la représentante démocrate Gabrielle Giffords. Mais il y encore plein de mecs dingues qui courent le pays. N'ayant aucun problème à se procurer des flingues, ils continueront à flinguer des innocents, à semer le deuil dans les familles. La prochaine fusillade n'est peut-être pas bien éloignée car il y a toujours un autre *crazy* quelque part qui rêve de faire «mieux» que les précédents tueurs. Jésus, Marie, Joseph, nous sommes dans les cas.

# Les inondations au Sri Lanka et en Australie

**Par Mike Head**

Les graves inondations survenues au Sri Lanka et en Australie qui sont causées par le même phénomène météorologique régional et appelé La Niña ont eu des conséquences dévastatrices dans les deux pays. Plus d'un million de personnes ont été touchées par les crues provoquées par des pluies torrentielles au Sri Lanka, notamment dans les districts orientaux de Batticaloa et d'Ampara. En Australie, des milliers de personnes ont vu leurs habitations inondées par des eaux de crue, surtout dans le Nord Est de l'Australie, dans l'Etat du Queensland et sa capitale Brisbane.

A première vue, les circonstances semblent être tout à fait différentes. Le Sri Lanka est un pays économiquement arriéré qui a souffert durant un quart de siècle d'une guerre communautariste et d'un tsunami destructeur en décembre 2004, et manquant d'une infrastructure de base. L'Australie est un vaste pays économiquement développé disposant d'installations modernes et ayant accès à une technologie sophistiquée.

Toutefois, dans les deux pays, les gouvernements se sont révélés tout à fait incapables d'avertir la population à l'avance et de la protéger contre ces vastes phénomènes météorologiques, adverses mais prévisibles. Si l'impact de forces naturelles d'une telle envergure et d'une telle force posent des défis majeurs, les conséquences sociales et économiques ont été considérablement aggravées par la subordination de chaque aspect de la vie, y compris la gestion des terres, l'urbanisme, l'approvisionnement en eau et les services de secours, aux dictats du profit.

Il y a d'importants traits communs entre les deux pays : une réduction des dépenses publiques, une infrastructure pauvre et décrépite, une privatisation ou une commercialisation des services de base, un aménagement du territoire et de l'immobilier poussé par le profit, des services d'urgence inadéquats et un niveau lamentable de l'aide et de la compensation d'Etat aux victimes des inondations. Ceci n'est pas seulement la conséquence de l'indifférence ou de la négligence mais provient de décisions définies prises dans l'intérêt des élites d'affaires.

Les conséquences sociales sont plus évidentes au Sri Lanka en raison de la grande détresse de nombreuses victimes, du manque de mesures



**En Australie, des milliers de personnes ont vu leurs habitations inondées par des eaux de crue, surtout dans le Nord Est de l'Australie**

préventives et d'une infrastructure élémentaire et du détournement massif des ressources par les gouvernements successifs vers la guerre communautariste contre les Tigres de Libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Un grand nombre parmi les 350.000 personnes qui ont été obligées de quitter leurs foyers pour vivre dans des camps de fortune, avaient également été déplacées durant la guerre qui avait duré 25 ans ainsi que lors du tsunami de 2004.

Certains de ces camps sordides ont aussi été inondés, forçant les gens à fuir une nouvelle fois. Des réservoirs d'irrigation mal entretenus se sont rompus en inondant des fermes. La plupart des morts officiellement enregistrés ont été dues à des coulées de boues occasionnées par la déforestation et la construction d'immeubles à flanc de coteau en raison d'une pénurie de terres disponibles à la construction et d'une mauvaise planification de la part du gouvernement. Le plan de catastrophe du gouvernement consiste en fait à renvoyer l'armée dans les régions où, il y a deux ou trois ans, elle avait de manière aveugle bombardé les bastions du LTTE, en tuant des centaines, sinon des milliers de civils tamouls.

Alors que ce qui s'est passé en Australie depuis que la crise des inondations a débuté à la mi-décembre est à maints égards, plus révélateur encore. En dépit de la disponibilité d'une technologie et de télécommunications de pointe, des citoyens ordinaires ont été laissés seuls à affronter les éléments, sans avertissements sérieux et avec une aide insuffisante, mis à part celle de volontaires. De vastes portions en bordure de rivière de la banlieue de Brisbane, la troisième ville du pays et une métropole de plus deux millions d'habitants, ont été inondées. Des villes et des petites communes dans tout le Queensland et dans certains autres Etats ont été soit inondées soit coupées par les eaux pendant plusieurs jours. De grandes mines, des usines, des routes, des lignes de chemins de fer, des ports et des aéroports ont été paralysés aux grands dépens de l'économie et de la société.

Il y a eu des scènes terribles de gens emportés par des crues subites ou suppliant, impuissants, depuis des voitures ou des toits de maisons pour qu'on les sauve ; ou bien de gens obligés d'abandonner leurs maisons à la dernière minute sans pouvoir rien emporter. Des preuves sont apparues que les gouvernements ont, des années durant, ignoré ou étouffé les rapports et les mises en garde de météorologistes et d'ingénieurs relatifs à des digues ne résistant pas aux flux d'eau maxima, à l'urbanisation non contrôlée dans des zones inondables et aux réductions des programmes de prévention d'inondation. Les décisions ont été dominées par le besoin d'accroître le profit des investisseurs, y compris la transformation en une entreprise commerciale et lucrative de l'agence du Sud Est du Queensland qui est responsable des barrages, de l'approvisionnement en eau et de la prévention des inondations.

Selon toute norme objective ceci représente une défaillance monumentale du gouvernement et de l'actuel système économique. Les inondations continuent dans diverses parties du pays et il est probable qu'on en voie encore davantage avant la fin de la saison des pluies qui dure quatre mois. Le coût économique et social sera énorme quand les gens tenteront de refaire leurs vies. De nombreuses maisons et de petits commerces ne sont pas couverts par une assurance contre l'inondation que la plupart des assureurs se refusent de couvrir, ou s'ils le font, seulement contre une prime bien plus élevée. Etant donné le caractère dérisoire des aides gouvernementales, nombre de gens, comme au Sri Lanka, galèreront pour s'en remettre en ne comptant que sur leurs propres ressources et la générosité des amis, des parents et des services de volontaires.

Le gouvernement travailliste australien de la première ministre, Julia Gillard, tout comme son homologue sri lankais dirigé par le président Mahinda Rajapakse, a déclaré que toute dépense faite pour des travaux de reconstruction devra être compensée par d'autres coupes budgétaires. Gillard a insisté pour dire que sa promesse faite aux marchés financiers pour éliminer, d'ici 2013, le déficit budgétaire de l'après-2008 sera tenue, avertissant que cela impliquera des « choix difficiles ». Rajapakse s'est engagé à satisfaire l'exigence du Fonds monétaire international de réduire de moitié le déficit du budget 2009 d'ici 2013. Dans les deux pays, malgré tous les discours officiels « d'union nationale » et de « se serrer les coudes », ceci signifie imposer directement le fardeau de la crise en matière d'inondation sur le dos de la population laborieuse.

*Suite à la page (18)*



# Manifestations : l'exemple tunisien inspire les Égyptiens

*Des manifestations ont rassemblé pas moins de 15 000 personnes au Caire mardi. Une mobilisation fortement inspirée par la révolution tunisienne, qui a déjà fait trois morts.*

Ils sont venus, ils sont tous là… ou presque. Mais pas pour célébrer, ce 25 janvier, la « Journée de la police » - un jour férié en Égypte afin d'honorer les services rendus par les forces de l'ordre… Ou alors c'est un hommage très particulier - et un brin pervers - que 15 000 manifestants environ ont rendu à la police en défilant dans plusieurs quartiers du Caire, notamment aux abords de bâtiments officiels du centre-ville, et dans plusieurs villes du pays.

Provoquant les quelque 20 000 à 30 000 policiers déployés (sans compter les civils) et lançant des slogans violemment hostiles au pouvoir, des opposants au régime de Hosni Moubarak (82 ans dont 29 ans de pouvoir) se sont mobilisés dans la capitale, mais aussi dans plusieurs villes de province : Alexandrie (nord) à Assouan (sud), dans le delta du Nil ou dans la péninsule du Sinaï.

Les manifestations ont été parfois très violentes. D'après des sources médicales et sécuritaires, deux manifestants ont été tués lors de heurts avec la police à Suez (Nord), tandis qu'un policier est décédé au Caire après avoir été battu par des manifestants, selon les autorités égyptiennes. Dans la capitale, sur la grande place Tahrir et dans ses environs, à proximité du Parlement et de nombreux ministères, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et

*Suite à la page (18)*

# Attentat meurtrier à l'aéroport de Moscou

*Un attentat suicide, lundi, à l'aéroport de Moscou-Domodedovo, a fait 31 morts et 130 blessés, a annoncé l'agence Interfax, citant le bilan provisoire du ministère de la Santé. La police russe a été placée en état d'alerte et les transports en commun moscovites sont sous haute surveillance, ont poursuivi les agences russes.*

Au moins 35 personnes sont mortes et 130 autres ont été blessées, dans un attentat à la bombe, survenu lundi à l'aéroport de Moscou-Domodedovo, selon le dernier bilan de l'agence Ria-Novosti, citant le ministère de la Santé russe. Vingt blessés au moins sont dans un état grave.

L'explosion s'est produite à 16h32 (13h32 GMT), dans le hall d'arrivée de l'aéroport, plus précisément "*dans la zone de livraison des bagages du terminal des arrivées des vols internationaux*», a précisé un enquêteur.

**Des corps et des brancards**

Déjà, sur Internet, les premiers témoignages vidéo sont en ligne. Les images montrent, dans une atmosphère enfumée, des corps inertes qui jonchent le sol du hall d'arrivée de Domodevo. Et, au milieu de cris de panique, des brancards en pagaille qui se dirigent vers la sortie.

Les avions qui se sont posés à Domodedovo peu avant l'explosion venaient du Caire, de Tokyo, de Dusseldorf et de Londres.

**La tête de l'auteur retrouvée**

L'explosion est un «attentat terroriste», a annoncé le porte-parole du comité d'enquête. «*Le kamikaze s'est fait exploser alors qu'il se*

*Suite à la page (18)*

# Manifestations

Suite à la page (17)
des canons à eau pour tenter de disperser la foule, dans laquelle on comptait de nombreux jeunes, étudiants ou pas, parfois diplômés, souvent au chômage, mais tous inspirés par l'exemple tunisien.« La Tunisie est la solution », « à bas Moubarak », scandaient de nombreux manifestants. À Ismaïliya, sur le Canal de Suez, quelque 200 à 250 personnes s'étaient rassemblées pour scander « Après Ben Ali, à qui le tour ? »…

**Là aussi, Facebook**

Les griefs contre le Raïs, en place depuis 1981, sont nombreux. Plusieurs mouvements militant pour la démocratie avaient appelé la population à manifester pour faire de mardi une « journée de révolte contre la torture, la pauvreté, la corruption et le chômage ». Pari réussi.

L'initiative a été fortement relayée sur internet à travers les réseaux sociaux, fortement utilisés par les jeunes. Plus de 90 000 personnes se sont ainsi déclarées sur Facebook prêtes à manifester. Les soutiens politiques, en revanche, ont été peu nombreux.

L'opposant Mohamed el-Baradei, ancien responsable de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déclaré qu'il soutenait les manifestants. En revanche, les Frères musulmans et le Wafd, premier parti d'opposition laïque, ne se sont pas officiellement associés au mouvement. Mais ils ont « autorisé » leurs jeunes militants à se joindre aux cortèges.

Le ministre de l'Intérieur, Habib al-Adli, a quant à lui affirmé au journal gouvernemental Al-Ahram de mardi toute la fermeté de la position gouvernementale. « *Les forces de l'ordre sont capables de faire face à toute menace contre la sécurité de la population, et nous ne prendrons à la légère aucune atteinte aux biens ni aucune infraction à la loi* », a-t-il prévenu. Selon lui, les organisateurs des manifestations sont « inconscients » et il a assuré que leurs appels n'auraient « pas d'impact ». Sur la politique démocratique du régime, sans doute. Mais les États-Unis, qui sont des alliés traditionnels de Hosni Moubarak, ne voient peut-être pas les choses de la même façon (comme du reste l'armée, qui ne serait pas favorable à une succession dynastique des Moubarak à la présidentielle de septembre prochain).

**« Réformes démocratiques »**

En visite depuis lundi à Tunis pour des entretiens sur « les réformes démocratiques et les élections » avec le gouvernement de transition, le plus haut responsable de la diplomatie américaine pour le Proche-Orient, Jeffrey Feltman, a eu un entretien mardi avec le ministre tunisien des Affaires étrangères, Kamel Morjane. Et ce qu'il a dit en sortant de ce rendez-vous a dû faire dresser quelques oreilles du côté du Caire. « *Les défis qui se posent dans de grandes parties du monde, en particulier dans le monde arabe, sont les mêmes, et nous espérons que les gouvernements répondront aux aspirations politiques, sociales et économiques légitimes des peuples, particulièrement si elles s'expriment par des moyens légaux et pacifiques* », a-t-il déclaré... (Avec AFP)

**Jeune Afrique 25 janvier 2011**

*Suite de la page (17) Australie....*

Ces questions ne se limitent nullement au Sri Lanka et à l'Australie. Plus de 500 personnes ont été tuées cette semaine dans des inondations et des glissements de terrains dans des régions montagneuses près de Rio de Janeiro dans le Sud Est du Brésil où les gouvernements ont échoué à contrôler correctement le secteur de la construction. Des inondations et un temps froid inhabituel ont fait des ravages partout en Europe et en Amérique du Nord ces dernières semaines. Des millions de personnes démunies au Pakistan et en Haïti attendent toujours en vain l'aide et l'assistance à la reconstruction suite aux inondations et aux séismes de 2010.

Ceux-ci sont les symptômes d'une économie et d'un ordre social décrépits qui sont de plus en plus incapables de fournir même les protections les plus élémentaires aux gens ordinaires. Après avoir renfloué les banques et les institutions financière qui avaient causé l'effondrement financier mondial ayant débuté en 2008, les gouvernements du monde entier, y compris ceux du Sri Lanka et de l'Australie, sont à présent en train d'imposer des mesures d'austérité qui ne feront qu'aggraver la situation. Pour l'humanité, trouver une voie pour aller de l'avant, une nouvelle direction socialiste révolutionnaire est nécessaire, une qui soit capable de mettre en œuvre un programme mondialement coordonné pour une reconstruction totale de la société en suivant un projet rationnel de planification démocratique et égalitaire, en se servant de toutes les ressources scientifiques et technologiques disponibles à la date d'aujourd'hui afin d'éviter et de gérer les pires effets d'événements naturels extrêmes.


**Une voiture inondée**

**Wsws 15 janvier 2011**

*Suite de la page (17) Attentat....*

*trouvait parmi la foule qui attendait les voyageurs*», a indiqué une source policière citée par Ria Novosti. La bombe était d'une puissance équivalant à 5 kg de TNT et remplie de fragments de métal.

La tête de l'auteur présumé de l'attentat a été trouvée sur les lieux du drame, a indiqué une source policière citée par l'agence Interfax. «*On a retrouvé la tête d'un homme de type arabe âgé de 30-35 ans, il a probablement déclenché l'engin explosif*», a déclaré cette source.

Trois personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'attentat sont actuellement recherchées, a indiqué une source policière à Interfax. Le président russe Dmitri Medvedev, qui a ajourné son déplacement prévu mardi au Forum économique mondial de Davos, a promis, sur son compte Twitter, de «traquer» et de «punir» les organisateurs de l'attaque.

**Etat d'alerte**

La police a été placée en état d'alerte, et le métro ainsi que les autres aéroports de la capitale russe ont été placés sous haute surveillance, dans les instants qui ont suivi l'attentat-suicide. «*Je peux vous dire que même dans la ville, dans le métro, il y a plus de policiers que d'habitude*», a témoigné au micro d'Europe 1 un habitant du centre de Moscou. «*Tout le monde parle de cette explosion, mais il n'y a pas de panique*», a-t-il encore assuré.

Moscou avait déjà été visée en mars 2010 par l'attentat le plus sanglant en six ans. il s'agissait d'une double attaque suicide commise dans le métro par deux femmes kamikazes originaires du Daghestan, dans le Nord-Caucase, qui avait fait 40 morts.

**Condamnations internationales**

La communauté internationale condamne l'attaque suicide survenue lundi, Otan en tête. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen, s'est dit «*choqué*», et a assuré la Russie du soutien de l'Otan dans la lutte anti-terroriste. Berlin a condamné un acte «*barbare*», «*que rien ne justifie*». La Bulgarie s'est jointe à ce concert de condamnations: «il *n'y a pas de cause qui justifie le meurtre de citoyens innocents*», a affirmé un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Nicolas Sarkozy est également monté au créneau pour dénoncer un attentat «*odieux*». Un peu plus tard, le président américain Barack Obama a «*condamné fermement*» l'attentat, évoquant un acte «*révoltant*», a déclaré son porte-parole Robert Gibbs. Le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, s'est dit aussi «*scandalisé*», appelant, dans un communiqué, à poursuivre et «*punir*» les auteurs de cet attaque.

**JDD 24 Janvier 2011**

*Suite de la page (4)*

*cadres haïtiens et forcé à l'exil de nombreux autres. Les violations systématiques des droits civils et politiques du peuple haïtien ont empêché, durant des années, de nombreux citoyens et citoyennes de rester en Haïti et les a contraints à se constituer en diaspora dans plusieurs points de la planète. Sans oublier tous ceux et celles déclarés apatrides par la dictature duvaliériste et qui ont dû, à contrecoeur, opter pour une nationalité étrangère.»*

Serge Lamothe a rappelé le trafic des Haïtiens comme des esclaves pour l'exploitation de leur sueur et sang dans les bateyes sucriers dominicains. *« A rappeler que le premier dossier qui a fait scandale après la chute de Jean Claude Duvalier en 1986, a été celui de la réclamation par la République Dominicaine de deux millions de dollars américains versés aux officiels haïtiens pour le recrutement de braceros, quelques jours avant la chute de la dictature. »* Environ huit (8) jours après le débarquement de Jean Claude à l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince, le chef de l'Etat, René Préval et les autorités haïtiennes gardent un étrange mutisme sur toute l'affaire.

Le samedi 22 Janvier dernier, le président René Préval parti en République Dominicaine pour un tête à tête avec son homologue, Leonel Fernandez, a déclaré *: « Jean Claude Duvalier avait le droit de retourner dans le pays, car la constitution ne reconnaît pas l'exil, mais il doit également répondre devant la justice. »* René Préval a en outre précisé que l'ex-dictateur n'était pas en prison, parce qu'il n'avait pas encore été jugé ni condamné. *« Jean Claude Duvalier se trouve actuellement dans une maison sous haute surveillance et il lui est interdit de quitter le pays. »* a-t-il précisé.

En visite à Port-au-Prince, l'Ambassadeur de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR), l'avocat argentin, Rodolfo Mattarolto a indiqué que la transition vers la démocratie en Haïti est en danger avec le retour de l'ancien dictateur, Jean Claude Duvalier. Rodolfo Mattaroldo a crié au scandale. Selon Mattaroldo la communauté internationale ne devrait pas accepter cette situation qui pourrait déboucher sur un recul très important du processus de normalisation de la démocratie en Haïti.

Le vendredi 21 janvier dernier, pour la première fois, alors qu'il est en résidence surveillée et inculpé pour crimes contre l'humanité, l'ex-dictateur, Jean Claude Duvalier a rencontré la presse en sa résidence depuis Montagne noire, dans les hauteurs de Pétion-Ville, pour expliquer sa présence dans le pays : *« Je sais à quel point nombre de vous sont curieux de savoir l'objet de mon retour à Port-au-Prince après un quart de siècle d'absence. Cette question est sur toutes les lèvres. Je saisis aussi cette occasion pour exprimer une fois de plus, ma profonde tristesse à l'endroit de mes compatriotes qui reconnaissent à juste titre d'avoir été victimes sous mon gouvernement », a-t-il déclaré.*

Quoi qu'on dise, la présence de l'ancien despote d'Haïti est désormais une affaire d'Etat, qui relève de la compétence de la justice haïtienne si ce n'est de la Cour Pénale Internationale. Les crimes commis sous sa tyrannie qui a duré presque deux décennies sont classés au rang de crimes contre l'humanité. De ce fait, Jean Claude Duvalier doit être poursuivi jusqu'à ce que justice soit rendue.

*continued from p(13)*

"*firearm accident*". After a few days, they changed the official verdict to "*suicide*".

Four days later, US State Department Deputy Assistant Secretary Patrick Duddy met with Dominican President Leonel Fernandez, who "*inquired about the circumstances surrounding the death*" of Bacellar, another WikiLeaks-released cable reveals. Duddy said that it looked like suicide, but "*Fernandez expressed skepticism. He had met General Bacellar; to him, suicide seemed unlikely for a professional of Bacellar's caliber.*"

Fernandez suspected Bacellar had been assassinated by "*a small group in Haiti dedicated to … creating chaos; [and] that this group had killed Minustah members in the past (a Canadian and a Jordanian, and now the Brazilian General) … The President said he knew of a case in which a Brazilian Minustah member had killed a sniper.*"

When Duddy asked who might be in this group, the only name Fernandez suggested was that of former soldier and police chief Guy Philippe, the Haitian anti-Aristide "rebel" leader in 2004. A former Dominican general, Nobles Espejo, told a March 2004 fact-finding delegation (on which I travelled) that Philippe's *contras* had been armed by the US. Philippe had staged guerrilla raids and then invaded Haiti from the Dominican Republic under Fernandez's predecessor, Hipólito Mejia.

While Fernandez wouldn't rule out "*an accidentally self-inflicted wound*", the cable explains:

"*He believes that the Brazilian government is calling the death a suicide in order to protect the mission from domestic criticism. A confirmed assassination would result in calls from the Brazilian populace for withdrawal from Haiti. Success in this mission is vital for President Lula of Brazil, because it is part of his master plan to obtain a permanent seat on the UN security council.*"

Fernandez's suspicions – if that's all they were – seem well-founded. It seems unlikely that a decorated army veteran, parachutist and instructor would be careless enough with a pistol to accidentally shoot himself in the head. Furthermore, Bacellar was a very religious man, with a wife and two children in Brazil. He had just returned to Haiti four days earlier from a Christmas visit home. Even if suicide cannot be ruled out, one would have expected such a man to leave behind a message of some sort.

Yet, according to the sources of Brazilian journalist Ana Maria Brambilla, Bacellar "*did not display any signs of depression during his last days*". He was accustomed, after "*39 years of service, to pressure far worse than he had seen in his four months in Haiti,*" his military colleagues told the Independent.

According to the South African newspaper Beeld, "*the latest reports in the Dominican media questioned the feasibility of suicide, as no bullet casing was found near the body … He would have been an easy target for a sniper.*" Most incongruously, Bacellar's T-shirt and boxer-clad body was reportedly found with a book on his lap, according to the Dominican daily El Nacional, as he had apparently been reading and relaxing in his underwear on his balcony when the urge to shoot himself came on.

Is it possible some interested party may have wanted to kill Bacellar for his reluctance to crack down on the rebellious shanty town of Cité Soleil? We can only hope that further documents from the WikiLeaks cache will discover the truth.

*Soti nan paj 6*

*yo ! (yon ekzanp demokrasi nou ka fè youn)*

*Malerezman, mesye Preval ki gen responsabilite travay pou fè respekte konstitisyon an, nan bay pèp la manje, bwè, dòmi, travay ak atik 41 an ki klèman di pèsonn pa gen dwa fòse yon sitwayen ayisyen al viv an egzil, ni anpeche yon sitwayen ayisyen tounen lakay li.*

*Etandone yon peyi kou Etazini te enplike nan mete pwoblèm lan, jodi a sèl fason pou yo lave men yo nan enjerans sa, nan vyolasyon dwa moun sa, nan vyolasyon souverènte yon lòt peyi, se pou yo, enplike yo nan solisyon an, ki se : Retou Dr Jean Bertrand Aristide !*

*Se nan sans sa a, nap envite tout demokrat, patizan lapè, patizan lavi, tout manm Fanmi Lavalas patisipe nan yon gwo mouvman mobilizasyon kap fèt Mèkredi 26 Janvye 2011 lan, apati 10 zè nan maten, devan anbasad meriken, ki nan Taba, pou n al di yo respekte souverènte peyi Dayiti sispann fè magouy kont volonte pèp ayisyen an, ki vle retou Dr Jean Bertrand Aristide.*

*N ap fini pou n di, nou gen garanti Dr Jean Bertrand Aristide ap vini pou l kontribiye nan zafè edikasyon peyi l, menm jan l te konn fè sa atravè Lafanmi se lavi, san bliye inivèsite Aristide pou demokrasi.*

***Pwoblèm lan se esklizyon, solisyon an se enklizyon.***

*VIV Retou Dr Jean Bertrand Aristide !*

*VIV Retou Dr Jean Bertrand Aristide !*

*Yon sèl nou fèb, ansanm nou fò, ansanm ansanm nou se LAVALAS."*

# Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

La vie va tellement vite ici dans la Capitale Culturelle du monde que je ne me rends pas compte, qu'on est déjà presqu' à la fin du mois de Janvier. C'est la première récolte de *Fenêtre culturelle* pour l'année 2011, qui nous espérons ne sera pas aussi néfaste que celle qui s'est allée, *nou pa regrèt li,* pour notre pays Haïti. Aujourd'hui en lieu et place de l'avant dire que nous consacrons généralement à la philosophie de l'art ou à une analyse parfois poussée de l'esthétique, nous allons de préférence faire du coq à l'âne, parler de tout et de rien, manière de se souhaiter mutuellement la raisonnée autour d'un verre de tafia, en ce début d'année.

1er Janvier jour de l'Indépendance d'Haïti, 2 Janvier jours des aïeux, des dates qui ne veulent pratiquement plus rien dire aux yeux et à l'âme des « Haïtiens ». Je le mets entre les « » parce qu'aujourd'hui il est devenu de plus en plus difficile de trouver un Haïtien, à l'étranger comme à l'intérieur du pays. Cette denrée rare qui fait tellement défaut de nos jours, demeure le seul remède efficace au mal dont souffre notre pays. Une mère qui n'est pas aimée risque de mourir de chagrin ; et c'est à peu près pareil pour un pays avec des nuances.

Parallèlement, dans ce côté-ci de l'Atlantique, la mémoire d'un militant exceptionnel a été marquée avec faste, comme c'est le cas, chaque troisième Lundi du mois de Janvier. Je veux parler de Martin Luther King Junior. La neige continue sa longue valse et impose son propre rythme sur la vie mais n'avait pas réussi à tiédir l'élan pour la commémoration. Les Trains qui paraissaient avoir un peu froids, en été deviennent le refuge idéal contre les assauts parfois violents, mais répétés d'un vent qui arrive par colonnes successives au carrefour des grandes avenues. Mais, malgré tout, l'espèce continue sa longue marche vers l'inconnu. Elle sait s'adapter. Elle le fait depuis plusieurs millions d'années.

# Actualités Artistiques et Littéraires

*Du 10 au 31 Décembre 2010 s'est tenue à Dakar-Sénégal, la troisième édition du Festival Mondial des Arts Nègres FESMAN III. Une délégation Haïtienne composée d'artistes et d'artisans ont pris part à ce rendez-vous artistique fortement diffusé sur tout le continent noir. La délégation Haïtienne a été dirigée par la chanteuse Haïtienne Chantal Drice, qui est aussi Ambassadrice de FESMAN en Haïti. Elle dresse un bilan positif de la participation d'Haïti à ces festivités.*

**1. Bonjour, Chantal DRICE, nous savons que vous êtes l'Ambassadrice du Fesman III en Haïti qui s'est tenu à Dakar-Sénégal en Décembre dernier, et, en cette qualité, vous venez de diriger une délégation d'artistes haïtiens à cette grande manifestation culturelle. Pouvez-vous nous dresser un compte-rendu de la participation d'Haïti à cette manifestation ?**

**Chantal DRICE:** Bonjour Prince. Nous avions parcouru trois continents afin de participer au plus grand rassemblement culturel du peuple noir jusqu'à date. Il s'agissait d'un large espace où la plupart des pays noirs de l'Afrique et de la Diaspora venaient présenter les valeurs de leur identité respective en tant que peuple. En fait, la Délégation Haïtienne bénéficiait en majeure partie d'un large soutien du Président Abdoulaye WADE, et a été reçue au Sénégal avec Honneur et Mérite. À la sortie de l'immigration un permis de séjour de dix ans a été accordé à tous les membres de la délégation et nous étions tous logés dans l'un des plus grands hôtels de Dakar: *Les Almadies*. Nous ne sommes pas arrivés à Dakar les mains vides, mais avec notre chanson, notre danse, notre mode, nos traditions, nos croyances pour vénérer la terre de nos ancêtres. Une ambiance conviviale où tous les yeux s'étaient tournés sur Haïti. Kreyolololo, le groupe Dizwikara ainsi que la Troupe de Danse « Haïti Tchaka Danse » ont performé à l'hôtel des Almadies le 28 décembre, A St. Louis le 29 décembre, deuxième ville actuelle du pays, et au Village des artistes à Dakar le 30 décembre 2010. Tandis que les peintres, sculpteurs et artisans ont participé parallèlement à des expositions réalisées au Village des Arts.

**2. Vous étiez au nombre de combien dans la délégation, dites nous avec plus de détails quelles étaient les disciplines artistiques représentées, et combien de jours aviez-vous passée là-bas à Dakar?**



Rénette Désir accompagnée par la troupe de danse folklorique « Tchaka Danse »

**Chantal DRICE :** En effet, nous avions été trente et un (31) personnes a constitué cette délégation qui avait représenté le pays du 24 au 31 décembre 2010 à ce festival. Nous avions représenté le pays dans les disciplines suivantes:

a) La Musique Traditionnelle et Moderne
b) La Danse Traditionnelle et Moderne
c) La Mode
d) La Sculpture sur pierre, sur fer, et sur argile
e) La Peinture

**3. Parlez-nous davantage de l'accueil fait à la Délégation Haïtienne à Dakar, compte tenu de ce que représente l'Afrique pour Haïti et vice-versa ?**

**Madame Chantal DRICE** : La Délégation Haïtienne a bénéficié d'un accueil chaleureux au Sénégal. Le Président Abdoulaye WADE, ainsi que Monsieur Alioune Badara BEYE, Coordonnateur Général du FESMAN III ont accordé une attention spéciale à la Délégation Haïtienne. Les autorités Sénégalaises ont pris à leur charge la presque totalité des dépenses de notre participation, ce qui témoigne de l'engagement du gouvernement Sénégalais envers Haïti.

**4. Les différents commentaires signés par Chenald Augustin, envoyé spécial du quotidien haïtien Le Nouvelliste, qui avait accompagné la délégation ne s'inscrivent pas tout à fait dans la même tessiture. En quoi consiste ce désaccord ?**

**Chantal DRICE:** Il ne s'agit pas vraiment d'un désaccord. C'est juste un commentaire, qui en tant que tel ne pourrait en rien entamer l'image offerte par la Délégation en Afrique. Cependant lorsque des commentaires, qui ne s'accordent nullement avec la vérité, en dehors de toute éthique tentent, sans succès, de démonter un travail collectif réalisé par des hommes et des femmes pendant plusieurs années, c'est sa propre crédibilité que l'auteur en question met en jeu. Néanmoins, quant à nos prestations, la presse africaine et étrangère en a fait un large étalage. Il n'est pas important à mon avis de s'y arrêter. Ce que j'aimerais souligner pour l'opinion publique, c'est que Monsieur Chenald Augustin n'était l'envoyé spécial d'aucun journal. Il a été invité par le Centre *Culturel Kreyolololo* à faire partie de la délégation. Son nom figurait sur la liste de la délégation Haïtienne depuis Novembre 2007, alors qu'il ne travaillait pas encore pour le prestigieux quotidien *Le Nouvelliste*.

**5. Quel a été l'apport logistique et financier de l'Etat haïtien dans la réalisation concrète de la participation des artistes Haïtiens à FESMAN III ?**

**Chantal DRICE :** En appui au budget du projet, le gouvernement Haïtien est intervenu à une hauteur d'environ 3%. Ces interventions ont été faites plus précisément par le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de la Santé Publique, et la Banque de la République d'Haïti qui ont contribué en espèces ainsi que le Ministère du Tourisme et celui de la Culture et de la Communication qui ont fait un apport en nature, étant donné que nous avions bénéficié d'un support logistique de leur part. Néanmoins, l'exécution du projet a été possible grâce à la contribution du *Centre Culturel Kreyolololo* qui est intervenu à plus de 20% du financement du projet.

**6. Etes-vous satisfaite du travail réalisé au cours de ces quatre dernières années en vue de la participation d'Haïti? Si vous deviez rectifier quelque chose pour améliorer la gestion du dossier de Fesman IV, qu'en serait-il exactement?**

**Chantal DRICE:** Je suis ouverte à toutes les suggestions et recommandations, la participation d'Haïti est l'affaire de tout le monde. Comme je l'ai souvent répété, je n'aurais pas pu réussir FESMAN III sans le support de plein de gens, qui ne m'ont rien demandé en échange de leur concours. D'un autre côté, je dois avouer que je n'ai pas vraiment compris la façon dont l'Etat Haïtien a géré ce dossier. Je me sens indignée aussi du fait que les autorités gouvernementales ne contribuent pas raisonnablement pour faciliter la participation d'Haïti à cette manifestation culturelle.

**7. Qu'attendez-vous de cette participation en termes de retombées positives, pour Haïti particulièrement?**

**Chantal DRICE**: Notre présence à Dakar a été le résultat d'un travail de longue haleine, de nature à favoriser de nouvelles opportunités économiques pour le secteur culturel haïtien et autres secteurs connexes. Nous avions exposé nos produits culturels aux vitrines que représente ce festival. Il reste maintenant aux grands réseaux de l'industrie culturelle du monde d'apprécier ce que nous avions montré. C'est le moment pour moi, au nom de toute la délégation de remercier l'hebdomadaire Haïti Liberté de New York, pour l'opportunité qu'il m'a offert de dire ce qui s'est réellement passé à FESMAN III.



La délégation haïtienne au Fesman III



Viviane Gauthier mène la danse en pleine rue



Le président Sénégalais Abdoulaye Wade visitant la délégation haïtienne, au premier plan Chantal Drice et Pierre- Rigaud Chéry

# Failles de Yanick Lahens

## Une analyse singulièrement féconde

*Yanick Lahens vit en Haïti. Elle est l'auteure de six autres livres (deux romans, trois nouvelles et deux essais). Lauréate du prix RFO 2009 pour son dernier roman « La couleur de l'aube » édité par Sabine Wespieser, 2008, elle est l'une des plumes les plus respectées en Haïti actuellement, à cause de sa manière et des outils qu'elle utilise pour intervenir sur le réel. Yanick Lahens vient de signer «Failles », un récit de 160 pages édité par Sabine Wespieser (2010).*


Yanick Lahens

Je venais de ranger le dernier roman de Yasmina Khadra *L'Olympe des Infortunes*, que m'a offert sa traductrice Américaine Alyson Waters, quand la facture de *Failles* m'accrochait, l'idée m'est venue tout de suite de le lire pour la seconde fois. Ce que j'ai fait d'un trait, comme on avale la dernière gorgée d'un *mabi* bien gelée sous un soleil de plomb au centre ville de Port-au-Prince, en Septembre.

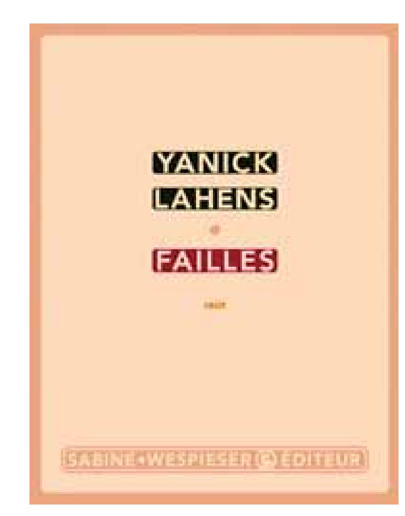
À l'instar des catastrophes, naturelles ou non, qui ont secoué-bouleversé le cours de l'histoire de l'humanité, celle du 12 Janvier 2010 ayant basculé Haïti dans ce précipice sans fond a été prétexte, à beaucoup de tentatives d'inscrire ce moment de grande douleur en lettres dures sur le marbre de la postérité. Peintres, musiciens, poètes, romanciers, essayistes, journalistes, conteurs, tous ces faiseurs d'images se mettaient au travail pour raconter, chacun à sa manière, le passage de ce monstre sans visage aux crocs dévastateurs qui a chevauché la partie ouest de l'île des Taynos. Il lui a fallu à peu près une minute pour accomplir sa mission macabre, dont le bilan s'élève à plusieurs centaines de milliers de morts et de blessés.

Pour la plupart des créateurs, le boulot se résumait à peu près à cela. Un édifice construit dans la périphérie de la catastrophe qui soumettrait une certaine lecture filmée à partir d'un angle donné. Forte de sa capacité de coureuse de fond, Yanick Lahens a consenti de faire *le kilomètre de plus*. *Failles* est donc le résultat d'un travail d'artisan sculpté dans l'inquiétude et la sueur, orienté vers une volonté démesurée de pousser la barre un peu plus loin à chaque fois.

Dans les limites des 160 pages de ce récit, l'Auteure soumet le pays à une analyse singulièrement féconde. Pour elle, le *GOUDOU-GOUDOU* n'est qu'un prétexte comme il y en a plein, mais plus convaincant que n'importe quel autre, pour poser avec sérieux la problématique véritable de la république d'Haïti : *« Des anthropologues et des sociologues ont désigné respectivement sous les vocables « Bossales » et « Créoles », ceux qui n'ont pas et ceux qui en ont. Le Créole est mulâtre (fruit d'une union avec un colon blanc ou avec un étranger de race blanche au cours du dix-neuvième siècle) mais peut aussi être noir de peau (descendant d'esclave affranchi sous la colonie ou de noirs ayant acquis fortune et/ou éducation à l'occidentale au cours des ans)*

*Je ne connais pas de faille historique et sociale plus grande que celle en Haïti. C'est elle qui fabrique l'exclusion depuis plus de deux siècles. Elle nous traverse tous, Bossales comme Créoles. Elle structure notre manière d'être au monde. Elle façonne notre imaginaire, ordonne nos fantasmes de couleur de peau, de classe. Bloque notre société en deux modèles indépassables : maître et esclave »*

Dans une écriture claire et limpide, consciente de la fragilité du sujet, l'auteure de *La Petite Corruption* organise des figures pour construire une approche responsable : *« C'est en effet à un véritable jeu de fuite poursuite que se livrent depuis près d'un demi-siècle ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, quant au mode d'occupation de l'espace. Ceux qui ont, se sont installés dans les hauteurs de Pacot, de Debussy, de Pétion-Ville, mais ont fini avec l'exode rural accéléré par être rattrapés et encerclés par ceux qui n'ont pas. Ceux qui ont ont alors grimpé encore plus haut ou dans des enclaves qu'ils pensaient inaccessibles avant d'être rattrapés à nouveau par ceux qui n'ont pas. Qui les ont à nouveau encerclés en silence. »*




Elle propose une autre manière d'appréhender la réalité des camps, qu'elle ne croit pas totalement différents de ceux de Darfour ou de Palestine sur bien des points. Parce que pour elle, il s'agit d'une nouvelle mise en espace de ceux qui ont et de ceux qui n'ont pas. Si avant le 12 Janvier, *« ceux qui n'ont pas étaient plus ou moins cachés, soit à l'arrière des maisons de ceux qui ont, soit dans les bidonvilles qui ceinturent leurs quartiers. Aujourd'hui, une grande partie de ceux qui n'ont pas sont devant les maisons de ceux qui ont, ou sur les dernières places publiques de la ville et de ses faubourgs. »*

La situation actuelle va-t-elle finir définitivement avec cette histoire de deux peuples, deux écoles, deux cultures au sein d'une seule nation encore en devenir ? Avec le 12 Janvier, le système a pris un sévère coup, et c'est peut-être le moment de le mettre KO une fois pour toutes. C'est justement ce que préconise l'auteure à travers son invitation à peine voilée *« À moins que nous décidions tous enfin de vivre ensemble sur ce territoire dans une considération mutuelle ».*

**Prince Guetjens**
**Critique**